

Développement Sectoriel : Évaluation les Conditions qui Favorisent l'Emploi des Jeunes dans les Secteurs Clés de l'Économie Nigériane

Sarah Edore Edewor
et
Genesis Bhenda Kollie

Documents de travail GSYE-011

*Apporter de la rigueur et des éléments de preuve à
l'élaboration des politiques économiques en Afrique*

AFRICAN ECONOMIC RESEARCH CONSORTIUM
CONSORTIUM POUR LA RECHERCHE ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE

Développement Sectoriel : Évaluation les Conditions qui Favorisent l'Emploi des Jeunes dans Les Secteurs Clés de l'Économie Nigériane

Par

Sarah Edore Edewor
Institut international d'agriculture tropicale

et

Genesis Bhenda Kollie
Département d'économie, Université du Liberia

CREA Document de Travail GSYE-011
Consortium pour la Recherche Economique en Afrique, Nairobi
janvier 2023

CETTE ÉTUDE DE RECHERCHE a été rendue possible grâce à une subvention du Consortium pour la Recherche Economique en Afrique. Toutefois, les conclusions, opinions et recommandations sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les points de vue du Consortium, de ses membres individuels ou du Secrétariat du CREA.

Publié par : Le Consortium pour la Recherche Economique en Afrique
B.P. 62882 - City Square
Nairobi 00200, Kenya

© 2023, Consortium pour la Recherche Economique en Afrique.

Table des matières

Liste des tableaux

Liste des figures

Liste des abréviations et acronymes

Résumé

Remerciements

1.	Introduction	1
2.	Revue de la littérature	6
3.	Méthodologie	10
4.	Résultats et discussions	17
5.	Conclusion et implications politiques	45
	Remarques	48
	Références	49
	Annexes	56
	A : Liste des secteurs et définitions	56
	B : Guide du questionnaire d'entretien avec les informateurs clés	57

Liste des tableaux

1.	Matrice des objectifs	11
2.	Interprétation des élasticités de l'emploi	15
3.	Contribution sectorielle à l'emploi et au produit intérieur brut au Nigeria	22
4.	Estimation des élasticités d'emploi de l'Arc	33
5.	Estimations MCO pour les élasticités ponctuelles de l'emploi	35
6.	Modèle de régression logit pour mesurer l'impact différentiel de la croissance sectorielle sur l'emploi des jeunes.	37
7.	Conditions requises pour l'investissement dans les secteurs identifiés au Nigeria	44

Liste des figures

1.	Taux de croissance annuel du PIB du Nigeria (2000-2020)	2
2.	Evolution de l'emploi, du sous-emploi et du chômage des jeunes (15-34 ans) au Nigeria, 2010-2018.	17
3.	Evolution de l'emploi des jeunes par zone géographique au Nigeria.	18
4.	Evolution de la croissance du PIB par secteur économique au Nigeria, 1991-2018.	20
5.	Répartition de l'emploi des jeunes par secteur économique au Nigeria, 2018-2019	21
6.	Avantage comparatif révélé du Nigeria désagrégé par produits, 2019	29
7.	Indices de diversification et de concentration des exportations des marchandises nigérianes.	29
8.	Nombre de produits commercialisés au Nigeria, 1995-2020	30
9.	Carte du potentiel d'exportation des produits de diversification du Nigeria	30
10.	Contraintes de l'environnement des affaires au Nigeria	39
11.	Période requise pour l'obtention d'une licence de création d'entreprise et réglementations y afférentes.	40
12.	Indice de capacité de production du Nigeria, 2018	43

Liste des abréviations et acronymes

AEZs	Zones Agro-Ecologiques
ARDL	décalage autorégressif distribué
UA	Union africaine
CAP	Programme d'acquisition des capacités
CSWYE	Service communautaire, emploi des femmes et des jeunes
EIG	Intensité de croissance de l'emploi
ERGP	Plan de relance économique et de croissance
FGUYS	Programme pour les jeunes chômeurs diplômés et les femmes
PIB	Produit intérieur brut
GEEP	Programme d'entreprise et d'autonomisation du gouvernement
GGDC	Centre de croissance et de développement de Groningue
GIS	Programme de stages pour les jeunes diplômés
GZ	Zones géopolitiques
TIC	Technologie de l'information et de la communication
FIDA	Fonds international pour le développement agricole
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
OIT	Organisation internationale du travail
ITC	Centre du commerce international
KII	Entretiens avec des informateurs clés
LIFE	Entreprise familiale d'amélioration des moyens de subsistance
NADDAC	Conseil national de développement de la conception automobile
NAPEP	Programme national d'éradication de la pauvreté
NCTP	Programme national de transfert des fonds
NDE	Direction nationale de l'emploi
NEP	Politique nationale de l'emploi
NHGSFP	Programme national d'alimentation scolaire à domicile
NIRP	Plan de révolution industrielle nigérian

N-SIP	Programme national d'investissement social
NIYEAP	Plan d'action pour l'emploi des jeunes au Nigeria
NYP	Politique nationale de la jeunesse
OgunYES	Programme d'autonomisation des jeunes de l'État d'Ogun
OLS	Moindres carrés ordinaires)
PAP	Programme de lutte contre la pauvreté
PWC	PricewaterhouseCoopers
RCA	Avantage comparatif révélé
SURE-P	Programme de réinvestissement et d'autonomisation des subventions
UNCTAD	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
UNODC	Office des Nations unies contre la drogue et le crime
VVF	Fistule vésicovaginale
WITS	Système mondial intégré de commerce
YCAD	Les jeunes dans le développement de l'agriculture commerciale
YEAP	Programme d'emploi des jeunes dans l'agriculture
YISA	Initiatives des jeunes pour une agriculture durable
YESSO	Opérations d'emploi et de soutien social des jeunes

Résumé

Résumé Le chômage des jeunes est une situation qui s'est aggravée au Nigeria au cours des deux dernières décennies. Cette situation est devenue plus flagrante depuis 2015 en raison d'un déclin de l'économie découlant de la chute des prix du pétrole. Compte tenu du Nigeria, cette étude a évalué les conditions qui stimulent l'emploi des jeunes dans les secteurs économiques clés de l'économie nigériane en identifiant spécifiquement les secteurs économiques prometteurs avec un potentiel de création d'emplois pour les jeunes hommes et femmes ; en analysant l'impact différentiel de la croissance sectorielle sur l'emploi des jeunes dans les zones rurales et urbaines ainsi que sur les axes de genre ; en identifiant les principales contraintes économiques et politiques au développement des secteurs clés pertinents pour l'emploi des jeunes ; et en déterminant les conditions spécifiques nécessaires à l'investissement dans les secteurs identifiés. L'étude a utilisé des données secondaires et primaires, qui ont été analysées à l'aide des statistiques descriptives, de l'avantage comparatif révélé (ACR), de l'élasticité de l'emploi et du modèle de régression logit. Les résultats de l'étude ont montré que tous les secteurs économiques du Nigeria ont le potentiel de créer des emplois, bien qu'à des niveaux différents. Les résultats ont également montré que le Nigeria a révélé un avantage comparatif dans 17 produits exportés par le Nigeria. En outre, plusieurs grappes de production, d'industrie et de commerce ont été identifiées dans le pays et une exploitation appropriée des produits et des divers sous-secteurs dans lesquels ces grappes existent peut contribuer à la création massive d'emplois pour les jeunes. L'élasticité de l'emploi des 12 secteurs sous-étudiés varie positivement entre 0,056 et 0,734, avec les services financiers comme contributeur le plus élevé et le secteur manufacturier comme contributeur le plus faible à l'emploi. Les résultats de l'impact différentiel de la croissance sectorielle sur l'emploi des jeunes par genre ont montré que l'augmentation de l'âge, l'éducation secondaire, la résidence dans les zones urbaines, l'emploi dans les secteurs de l'industrie, de la construction et des services influencent positivement l'emploi masculin, tandis que le statut marital, la réception de transferts de fonds et l'emploi dans le secteur du commerce influencent l'emploi féminin. Par ailleurs, certaines contraintes politiques et économiques importantes pour le développement de secteurs économiques ayant un potentiel de création d'emplois incluent l'accès inadéquat au financement, les mauvaises infrastructures, la corruption, l'instabilité et l'accès inadéquat à la terre. Parmi les conditions requises pour faciliter l'investissement dans les secteurs prometteurs, citons la promotion de l'accès au capital, l'amélioration des infrastructures, des politiques favorables en matière de propriété foncière et de droits de propriété, et la résolution du problème de l'insurrection et de l'instabilité politique.

Remerciements

Nous tenons à exprimer notre profonde gratitude au Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA) pour tout le soutien qui a rendu possible la réalisation de cette recherche. Nous sommes également éternellement reconnaissants au Secrétariat INCLUDE pour son soutien technique et financier, ainsi que le Forum de recherche économique (ERF) et l'Institut de développement d'outre-mer (ODI) pour leur soutien intellectuel. Nous aimerions également remercier les personnes ressources qui ont guidé l'ensemble du processus par des commentaires et des suggestions approfondis qui ont façonné cette étude du début à la fin. Les conclusions et les opinions exprimées dans ce document sont exclusivement celles des auteurs. Elles ne représentent pas nécessairement les points de vue du CREA ou de toute autre organisation liée à ce projet. Les auteurs sont donc seuls responsables du contenu et des erreurs de ce document.

1. Introduction

Contexte

Le chômage est une situation qui s'est aggravée au Nigeria au cours des deux dernières décennies. La situation s'est intensifiée depuis 2015 en raison du déclin économique découlant de la chute des prix du pétrole qui est le principal produit d'exportation du Nigeria. Le chômage est un indicateur macroéconomique clé qui est déterminé par la croissance économique (Abraham et Sasikumar, 2018 ; Afonso et al., 2018 ; Ademola et Badiru, 2016). Le chômage est une situation dans laquelle les personnes de la tranche d'âge 15-64 ans sont disponibles pour travailler et recherchent activement un emploi mais sont sans travail, tandis que le sous-emploi se réfère à une situation dans laquelle les personnes sont engagées dans des activités qui sous-utilisent leurs qualifications éducatives, leur temps et leurs compétences en travaillant moins de 40 heures mais plus de 20 heures en moyenne dans une semaine (Bureau national des statistiques, 2015). Le chômage des jeunes, selon Alanana (2003), fait référence à la situation dans laquelle les jeunes, âgés de 18 à 35 ans, n'ont pas la garantie d'un plein emploi.

Le marché du travail au Nigeria est complexe, avec des cas élevés de sous-emploi. Ces dernières années, l'accent a été mis sur les " jeunes ", mais cette catégorie est hétérogène avec des définitions multiples (Flynn et al., 2017). On estime qu'un tiers de la population nigériane est composé de femmes et d'hommes dans la tranche d'âge des 15-34 ans, les hommes et les femmes représentant respectivement 48,4 % et 51,6 % (Adesugba & Mavrotas, 2016).

Le chômage est devenu un problème majeur auquel est confrontée la jeunesse nigériane, provoquant ainsi le découragement, la dépendance vis-à-vis des membres de la famille et des amis dans certains cas, ainsi que la frustration (Ajufo, 2013). Il a été identifié comme ayant un effet négatif notable sur les développements sociaux, économiques et politiques au Nigeria, étant l'une des principales causes des délits sociaux - augmentation du militantisme, des enlèvements, de la misère, de la violence politique, des vols à main armée, de la prostitution, de l'agitation et de l'instabilité politique, entre autres (Ajufo, 2013 ; Adejumola & Tayo-Olajubulu, 2009 ; Fanimu & Olayinka, 2009).

Selon un rapport de PWC, le secteur informel emploie 68% de la population active au Nigeria et contribue à 41% du produit intérieur brut (PIB). Ceci a été

réitéré par Adesugba et Mavrotas, 2016) qui ont fait savoir que la majorité de la croissance de l'emploi au Nigeria est assurée par le secteur informel avec une part plus importante de jeunes dans le secteur informel que dans le secteur formel (Adams et al., 2013).

L'économie nigérienne présente une situation unique qui suggère que l'augmentation des taux de croissance économique ne se traduit pas par une diminution des taux de chômage (Arewa & 7 Nwakanma, 2012 ; Babalola et al., 2013 ; Akeju & Olanipekun, 2014 ; Obodoechi & Onuoha, 2019 ; Kalu et al., 2020), ce qui implique que le Nigeria se caractérise par une croissance économique accompagnée d'un niveau de chômage élevé. L'économie nigérienne est largement sous-développée malgré l'augmentation du taux de croissance déclarée chaque année, car elle est confrontée à un taux de chômage élevé malgré la disponibilité de vastes ressources humaines et naturelles (Ademola & Badiru, 2016). Cette situation peut être due à plusieurs facteurs. Il se pourrait que les ressources du pays soient en grande partie canalisées vers des activités non productives ; il se pourrait également que la croissance de l'économie nigérienne soit due au commerce du pétrole (dépendant du secteur pétrolier) avec une capacité limitée de création d'emplois (Olani, 2013).

Bien que certains secteurs économiques du Nigeria aient connu une croissance au fil du temps, la figure 1, qui montre le taux de croissance annuel du PIB du Nigeria de 2000 à 2020, révèle que le taux de croissance annuel du PIB du Nigeria est en baisse depuis 2003. Cela peut être dû à la baisse des prix du pétrole et aux périodes de récession économique dans le pays..

Figure 1 : Taux de croissance annuel du PIB du Nigeria (2000-2020)



Source: Données des comptes nationaux de la Banque mondiale ; et fichiers de données des comptes nationaux de l'OCDE..

Comme il est évident dans d'autres pays développés et en développement, dont le Nigeria, diverses stratégies ont été élaborées au fil du temps pour attirer davantage d'investissements directs étrangers. Certaines de ces catégories de politiques développées par les pays comprennent la politique commerciale, la politique du secteur financier, la politique d'investissement et de promotion des investissements, la politique de concurrence, la politique de développement du capital humain, la politique fiscale, la politique des meilleures pratiques commerciales éthiques, la politique de développement des infrastructures et la gouvernance d'entreprise (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement [CNUCED], 2018).

Sur la base de cette hypothèse, notre étude identifiera les secteurs économiques prometteurs au Nigeria avec des potentiels élevés de création d'emplois pour les jeunes (informels et formels) et identifiera les conditions en termes de politiques, d'infrastructures et d'institutions qui doivent être en place pour stimuler l'investissement dans les secteurs identifiés.

La problématique

Les Nations unies ont estimé la population du Nigeria à 200 millions de personnes en 2020. Cette population est marquée par une forte proportion de jeunes âgés de 15 à 34 ans, ce qui indique une population très jeune. Même si l'économie nigériane est florissante avec une forte croissance économique dans certains secteurs, cela ne se traduit pas nécessairement par la création d'emplois, en particulier pour les jeunes. Le Bureau national des statistiques a indiqué que le taux de chômage au Nigeria est passé de 23,1 % au troisième trimestre 2018 à 27,1 % au deuxième trimestre 2020, ce qui signifie qu'environ 21,7 millions de personnes sont sans emploi, dont 13,9 millions de jeunes Nigériens (Bureau national des statistiques, 2020).

Le problème de l'emploi au Nigeria s'est manifesté par le sous-emploi, notamment dans le secteur informel qui représente 54% des emplois créés, alors que le secteur privé formel représentait 37% et le secteur public environ 9% des emplois en 2013 (Banque mondiale, 2016). En général, la plupart des personnes employées travaillent pour elles-mêmes ou pour leur famille, ou à proximité de leur exploitation familiale, et dans des conditions de travail informelles. Dans certains cas, elles exercent plusieurs emplois et gagnent moins que ce qui est nécessaire pour échapper au piège de la pauvreté (Banque mondiale, 2016).

Pour s'attaquer à ces problèmes, il est important d'identifier les secteurs économiques prometteurs au Nigeria qui ont un fort potentiel de création d'emplois pour les jeunes, ainsi que les contraintes politiques et économiques qui militent contre ces secteurs couplées aux conditions qui stimuleront l'investissement dans ces secteurs.

Questions de recherche

Compte tenu de l'énoncé du problème ci-dessus, cette recherche fournira des réponses aux questions suivantes :

1. Quelle est l'évolution de l'emploi des jeunes et de la croissance économique au Nigeria ?
2. Quels sont les secteurs économiques prometteurs¹ pour le potentiel de création d'emplois pour les jeunes hommes et femmes au Nigeria ?
3. L'impact de la croissance sectorielle diffère-t-il sur l'emploi dans les zones rurales et urbaines ainsi que selon le genre ?
4. Quelles sont les contraintes économiques et politiques au développement des secteurs clés pertinents pour l'emploi des jeunes ?
5. Quelles sont les conditions spécifiques (en termes de politiques, d'infrastructures et d'institutions) nécessaires au Nigeria pour que les secteurs privés locaux et étrangers investissent dans les secteurs identifiés ?

Objectifs de l'étude

L'objectif général de cette étude est d'identifier le(s) secteur(s) de l'économie nigériane ayant un potentiel pour l'emploi des jeunes dans les zones urbaines et rurales. Les objectifs spécifiques sont les suivants

- i. déterminer l'évolution de l'emploi des jeunes et de la croissance économique au Nigeria ;
- ii. déterminer les secteurs économiques prometteurs en termes de potentiel de création d'emplois pour les jeunes hommes et femmes au Nigeria ;
- iii. analyser l'impact différentiel de la croissance sectorielle sur l'emploi des jeunes dans les zones rurales et urbaines ainsi qu'en fonction du genre ;
- iv. identifier les principales contraintes économiques et politiques au développement des secteurs clés pertinents pour l'emploi des jeunes ; et
- v. déterminer les conditions spécifiques au Nigeria nécessaires pour que les secteurs privés locaux et étrangers investissent dans les secteurs identifiés..

Importance de l'étude

Bien que le gouvernement du Nigéria s'efforce d'améliorer la situation de l'emploi en créant des emplois décents, ces efforts se heurtent toujours à des défis sans fin. Pour que ses efforts se concrétisent, c'est-à-dire pour améliorer l'emploi, il est important d'identifier les secteurs qui ont le potentiel de créer plus d'emplois et la nature du type d'emploi qui conduirait à une croissance économique accrue. À cette fin, des études empiriques identifiant le(s) secteur(s) qui ont un potentiel durable sur l'emploi des jeunes pourraient s'avérer indispensables aux décideurs politiques.

Cette étude vise donc à identifier de manière empirique le(s) secteur(s) de l'économie nigériane susceptible(s) de stimuler l'emploi des jeunes, tout en évaluant les conditions qui stimuleront les investissements locaux et étrangers dans ces secteurs.

Le reste de cette étude est structuré comme suit. La section 2 présente l'examen de la littérature connexe ; la section 3 décrit la méthodologie économétrique adoptée pour l'étude ; la section 4 présente les résultats. La section 5 présente la conclusion et les implications politiques.

2. Revue de la littérature

Revue théorique

Le chômage est une situation dans laquelle les personnes ayant la volonté et la capacité de travailler ne trouvent pas d'emploi rémunéré. Selon les économistes classiques et néoclassiques, le chômage dépend du niveau du salaire réel. Il se produit lorsque les salaires réels sont fixés au-dessus du niveau d'équilibre en raison de rigidités externes imposées sur le marché du travail, telles que la législation sur les salaires, les taxes et les éventuelles réglementations relatives à l'embauche de travailleurs minimums (Hussain et al., 2010). L'économiste classique considérait le marché du travail comme un marché unique et statique caractérisé par une concurrence parfaite, des transactions au comptant et des institutions pour les enchères doubles (Damane & Sekantsi, 2018). La théorie classique supposait que, sur le marché du travail, chaque unité de service du travail est la même et que chaque travailleur reçoit le même salaire. Une caractéristique essentielle de la vision classique est que le chômage est un phénomène temporaire et qu'il est la réponse des forces de l'offre et de la demande aux changements du salaire réel sur le marché du travail (Dagume & Gyekye, 2016 ; Goodwin et al., 2006).

En revanche, les économistes keynésiens ont souligné que le chômage est dû à une demande effective insuffisante de biens et de services dans l'économie (en termes de demande globale et en considérant la demande de travail comme une demande dérivée). Autrement dit, si la situation du marché des biens est telle qu'il s'agit d'un marché d'acheteurs où les ventes sont limitées par la demande. Cela implique que la demande de travail est déterminée par la quantité de travail requise pour produire la quantité de produits demandés. On s'attend à ce que la croissance de la productivité (à la manière de la loi de Verdoorn) augmente la demande de travail et réduise ainsi le chômage. Dans le cadre keynésien, l'augmentation de l'emploi, le stock de capital et les changements technologiques sont largement endogènes (Grill & Zanalda, 1995 ; Hussain & Nadol, 1997). Les keynésiens croient en une forte demande globale et prescrivent que pour réduire le

chômage, il devrait y avoir une augmentation de la demande globale totale par le biais d'une augmentation des politiques et des dépenses gouvernementales directes qui, à leur tour, encouragent l'investissement privé. Goodwin et al. (2006) expliquent que le niveau d'emploi global dépend du niveau de la demande globale dans une économie.

Le type de chômage qui existe dans une économie dépend de la situation sur le marché des biens. Romer (1990) a établi que la croissance a entraîné des changements intersectoriels qui existent dans la structure sectorielle de l'économie, et que ces changements ont entraîné un chômage structurel. Le mode de production au sein d'une économie peut être structuré par un changement d'innovation technologique. L'introduction de nouvelles innovations technologiques crée un chômage de la main-d'œuvre qui détruit des emplois dans une entreprise et en crée dans une autre (Aghion & Howit, 1994). Le taux de chômage élevé qui se produit rend difficile l'adéquation entre la demande d'emploi et l'offre.

Revue empirique

Dans l'économie nigériane, le chômage a pris une tendance à la hausse, surtout ces dernières années. Par exemple, le chômage a été enregistré à 40% au troisième trimestre de 2017, avec le chômage des personnes ayant 15 et 24 ans s'élevant à 33,1% et 20,2%, respectivement (Imhonopi et Urim, 2018). Imhonopi et Urim (2018) ont attribué la flambée du chômage des jeunes aux problèmes artificiels créés par l'État nigérian, aux actions narcissiques et claniques, et aux paroles des politiciens et de leurs suzerains militaires, entre autres. Néanmoins, leur étude a proposé qu'un cadre national inclusif soit construit sur un trépied composé d'une politique inclusive, d'une économie inclusive et d'un contexte socioculturel inclusif, afin de lutter contre le chômage des jeunes au Nigeria.

Te Velde et al. (2016) ont évalué les domaines dans lesquels le Nigéria peut changer, se développer et augmenter sa productivité grâce à des potentiels économiques en utilisant l'avantage comparatif révélé, le cadre d'identification de la croissance de Lin et l'analyse des produits de Hausmann. Ils ont identifié plusieurs produits avec des gains potentiels d'exportation élevés dans lesquels le Nigeria pourrait se diversifier. Ils ont également identifié des domaines dans lesquels des actions politiques prioritaires pourraient améliorer les investissements, notamment l'accès au financement, les infrastructures dans les secteurs du transport, de l'énergie et de l'aviation, la réduction des coûts associés à la protection du commerce et des importations, et une productivité plus élevée, en particulier dans les chaînes de valeur agricoles, grâce à la réduction des coûts associés à l'environnement commercial et au renforcement des capacités, en particulier dans les secteurs de l'éducation et de la santé.

De même, Treichel (2010) a identifié les secteurs de la construction, du commerce de gros/de détail, de la fabrication, des TIC, de l'huile de palme, de la viande et de la volaille, et du cacao comme étant les secteurs présentant le plus fort potentiel d'emploi, bien que la possibilité de réaliser la croissance dans ces secteurs diffère selon la zone géographique. Townsend et al. (2017), la Banque mondiale (2016), Allen et al. (2016), et Filmer et Fox (2014) ont indiqué que, dans un avenir prévisible, les petites entreprises ménagères non agricoles et l'agriculture dans les zones urbaines et rurales représenteront la majorité des nouveaux emplois.

Abada et al. (2021), dans leur étude sur la réduction du chômage par la création d'emplois comme panacée pour une croissance inclusive au Nigeria, se sont concentrés sur trois secteurs de l'économie, à savoir l'agriculture, la fabrication et les secteurs industriels. Les données couvrant la période 1970-2014 ont été analysées à l'aide de l'approche du test des limites du modèle ARDL (Autoregressive Distributed Lag). Ils ont indiqué que les secteurs agricole et industriel contribueraient de manière significative à la réduction du chômage, alors que le secteur manufacturier ne le ferait pas. Ils ont suggéré que la raison de cette situation pourrait être due à l'utilisation de certaines machines qui ont pu réduire le besoin de travail manuel.

Making Cents International (2016) a identifié les secteurs de l'hôtellerie, de la construction, du commerce et de l'industrie manufacturière comme étant ceux à fort potentiel de croissance et les principaux secteurs de création d'emplois, notamment dans l'économie formelle. En outre, le rapport a révélé que les taux de chômage étaient plus élevés chez les jeunes que chez les adultes ; le sous-emploi est plus élevé dans les zones rurales que dans les centres urbains, et les taux de sous-emploi et de chômage plus élevés chez les femmes que chez les hommes.

Dans un rapport de la Banque mondiale (2016), il a été signalé que des secteurs au Nigeria tels que les services de divertissement, les technologies de l'information et de la communication (TIC) et les industries manufacturières ont contribué de manière significative à la croissance économique récente (Banque mondiale, 2016). Eseyin et al. (2021) ont identifié le défi auquel sont confrontés les jeunes sur le marché du travail en étudiant le lien entre l'emploi des jeunes, la formation brute de capital, la gouvernance et la croissance économique en utilisant la technique de non causalité de Granger. Leurs résultats ont révélé qu'un lien de causalité bidirectionnel existe entre la gouvernance et la croissance économique et entre l'emploi des jeunes et la croissance économique au Nigeria. En outre, il n'y a pas de lien de causalité entre la gouvernance et l'emploi et entre le capital brut et l'emploi.

Uddin et Uddin (2013) ont mené une étude de pointe pour déterminer les causes, les effets et les solutions du chômage des jeunes, qui a connu une forte augmentation ces dernières années. Leur étude a mis en évidence six facteurs contribuant au chômage des jeunes, à savoir l'exode rural, la croissance démographique rapide, le faible niveau d'éducation, la corruption, l'expansion rapide du système éducatif et l'absence d'une alimentation électrique régulière et durable. Les auteurs concluent à la nécessité de créer un marché du travail efficace et plus favorable aux jeunes, et de donner la priorité aux investissements dans l'éducation qui permettent aux jeunes de devenir autonomes, au lieu d'être des demandeurs d'emploi.

Comme contribution au problème existant en ce qui concerne le chômage des jeunes au Nigeria, Akanle et Omotayo (2019)] ont recommandé la création de plaques tournantes d'incubation pour les jeunes qui entrent sur le marché du travail comme un moyen possible d'atténuer le problème de la hausse du chômage. Les espaces de plaque tournante d'incubation fournissent des start-ups de domicile et divers types de soutien pour aider la croissance et le développement - créant ainsi des emplois pour les nouveaux membres de la population active. Cependant, la tâche difficile

ici est qu'il n'y a pas de preuve pour savoir si le centre d'incubation conduirait à la création d'emplois, car cette idée est nouvelle. Nnabuogor (2017), dans son étude intitulée " Une évaluation empirique du développement et de la planification du tourisme au Nigeria : Une approche de durabilité" en utilisant une logique déductive simple (raisonnement inductif), a révélé que la sensibilisation au tourisme et son développement au Nigeria sont encore à un stade très précoce, car l'industrie est en proie à des goulets d'étranglement bureaucratiques qui entravent l'industrie.

Oloni (2013) a évalué comment la croissance économique au Nigeria a eu une incidence sur la création d'emplois en utilisant le modèle de correction d'erreur vectorielle. Les résultats ont montré que la relation était positive mais non significative. En utilisant la régression des moindres carrés ordinaires (MCO), Sodipe et Ogunrinola (2011) ont estimé l'effet de la croissance économique sur l'emploi et ont découvert qu'il y avait un effet significatif et positif sur l'emploi, bien qu'une relation négative ait été signalée entre le taux de croissance du produit intérieur brut et le taux de croissance global de l'emploi.

Ajakaiye et al. (2015) ont évalué la relation entre l'emploi et la croissance en utilisant l'intensité d'emploi de la croissance et l'approche de décomposition de Shapley. Ils ont signalé que l'élasticité de l'emploi de la croissance bien que positive, mais assez faible. De même, la croissance économique au Nigeria au cours de la dernière décennie a été "sans emploi" et principalement due à la réaffectation des facteurs au lieu de l'amélioration de la productivité. En utilisant des données de 1970 à 2010, Olajide et al. (2012) ont évalué la relation entre la croissance économique et la production agricole en utilisant la régression des moindres carrés ordinaires. Ils ont indiqué qu'il existe une relation significative et positive entre la production agricole et le produit intérieur brut au Nigeria.

À l'aide de données nigérianes tirées des indicateurs du développement mondial pour la période 1991-2019, Dauda et Ajeigbe (2021) ont étudié l'intensité d'emploi de la croissance (EIG) dans les trois principaux secteurs du Nigeria : l'industrie, l'agriculture et les services dans le cadre de la théorie/loi d'Okun. L'élasticité a été générée en décomposant en différents régimes et périodes.

Leur étude a révélé qu'une GIE positive dans le secteur des services et une GIE négative dans les secteurs de l'industrie et de l'agriculture. Ils ont conclu que le gouvernement devrait investir de manière significative dans le secteur des services, tandis que des efforts devraient être faits pour mécaniser le secteur agricole afin de stimuler la productivité, et qu'un approvisionnement régulier en matières premières devrait être disponible pour le secteur industriel afin d'améliorer la création d'emplois.

3. Méthodologie

Pour atteindre l'objectif de cette étude sur l'évaluation des conditions qui déterminent l'emploi des jeunes dans les secteurs clés de l'économie nigériane, l'étude a utilisé des données primaires et secondaires provenant de diverses sources et analysées à l'aide de statistiques descriptives, d'un avantage comparatif révélé, d'un indice de concentration, d'une élasticité de l'emploi et d'un modèle de régression logit.

Source des données

Procédure de collecte des données

L'étude a utilisé des données secondaires et primaires extraites de diverses sources. Les données primaires ont été obtenues à partir d'entretiens avec des informateurs clés (KII) de diverses parties prenantes identifiées dans des secteurs clés ayant un potentiel de création d'emplois. Les données secondaires ont été extraites de sources multiples, notamment de sites Internet, de divers rapports, de journaux, de sites Internet et d'autres publications scientifiques. Pour déterminer la tendance de l'emploi des jeunes au Nigéria, les données nationales sur l'emploi des jeunes de 2010 à 2019 ont été obtenues auprès du Bureau national des statistiques, des statistiques sur la main-d'œuvre de 2017 à Q3 2018, de l'Organisation internationale du travail (OIT) et des données de l'enquête généralisée auprès des ménages 2018/2019 Quatrième vague. Le deuxième ensemble de données sur le produit intérieur brut (PIB) réel par activités économiques a été extrait de la base de données sur la transformation économique du Centre de croissance et de développement de Groningue (GGDC) afin de déterminer la tendance de la croissance économique par sous-secteurs.

Pour évaluer les secteurs économiques ayant un fort potentiel de création d'emplois, des données sur les indices liés au commerce et non liés au commerce ont été obtenues. Les données sur les indices commerciaux tels que l'avantage comparatif révélé (ACR), l'indice de diversification et l'indice de concentration ont été extraites de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et du Système mondial intégré du commerce (WITS) de la Banque mondiale. Pour estimer les élasticités de l'emploi en arc et en point, les données sur la valeur ajoutée brute aux prix constants de 2015 (en millions, monnaie locale) pour douze secteurs (agriculture, mines, industrie manufacturière, services publics, construction, services

commerciaux, services de transport, services aux entreprises, services financiers, immobilier, services publics, et autres services) et le nombre de personnes engagées (milliers) pour les douze secteurs (agriculture, mines, fabrication, services publics, construction, services commerciaux, services de transport, services aux entreprises, services financiers, immobilier, services publics et autres services) ont été obtenus à partir de la base de données sur les transformations économiques du Centre de croissance et de développement de Groningue (GGDC). Les définitions sectorielles sont présentées à l'annexe A.

D'autres informations sur les politiques du gouvernement nigérian et les conditions géo-écologiques ont également été obtenues à partir de sites Internet et d'autres rapports afin d'évaluer plus précisément les secteurs pertinents à fort potentiel de création d'emplois. Des données ont également été extraites de l'enquête généralisée auprès des ménages 2018/2019 vague 4 - données représentatives de 5 000 ménages au Nigeria - afin d'analyser l'impact différentiel de la croissance sectorielle sur l'emploi des jeunes dans les zones rurales et urbaines selon le genre. Pour répondre aux objectifs spécifiques sur les principales contraintes économiques et politiques au développement des secteurs clés pertinents pour l'emploi des jeunes, des données ont été obtenues à partir des données de l'enquête sur les entreprises extraites de la Banque mondiale et des informations obtenues à partir des entretiens avec les informateurs clés. Pour identifier les conditions spécifiques au Nigeria nécessaires pour que les secteurs privés locaux et étrangers investissent dans les secteurs identifiés, des données sur l'indice de capacité productive ont été extraites de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et des entretiens avec les informateurs clés. D'autres informations pertinentes ont été obtenues sur les sites Internet des ministères et de la Direction nationale de l'emploi.

Analyse de la matrice des objectifs

La synthèse des objectifs de l'étude est présentée sous forme de matrice dans le tableau 1.

Tableau 1 : Matrice des objectifs

	Objectifs spécifiques	Source des données	Outil analytique
1	Déterminer l'évolution de la croissance économique et de l'emploi des jeunes au Nigeria.	Base de données sur les transformations économiques du Centre de croissance et de développement de Groningue (GGDC) ; Organisation internationale du travail ; et données de l'enquête généralisée auprès des ménages de la vague 4 2018/2019.	Analyse de contenu par revue documentaire et statistiques descriptives.

suite page suivante

Tableau 1 Continué

	Objectifs spécifiques	Source des données	Outil analytique
2.	Déterminer les secteurs économiques prometteurs en termes de potentiel de création d'emplois pour les jeunes hommes et femmes au Nigeria..	Sources secondaires ; Données de l'enquête généralisée auprès des ménages de la vague 4 de 2018/2019 ; Indicateurs du développement mondial ; Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) ; et du système commercial intégré mondial (WITS) de la Banque mondiale.	Analyse de contenu par revue documentaire ; Statistiques descriptives ; Indice d'avantage comparatif révélé ; Indices de diversification et de concentration ; et Elasticités de l'emploi.
3	Analyser l'impact différentiel de la croissance sectorielle sur l'emploi des jeunes dans les zones rurales et urbaines, ainsi qu'en fonction du genre..	Données de l'enquête généralisée auprès des ménages de la quatrième vague 2018/2019..	Modèle de régression logistique.
4	Identifier les principales contraintes économiques et politiques au développement de secteurs clés pertinents pour l'emploi des jeunes.	Entretiens avec des informateurs clés ; et Enquête de la Banque mondiale sur les entreprises.	Analyse de contenu par revue documentaire ; et statistiques descriptives à partir des entretiens avec les informateurs clés (KII) et de l'enquête sur les entreprises
5	Déterminer les conditions spécifiques au Nigeria requises pour que les secteurs privés locaux et étrangers investissent dans les secteurs identifiés.	Indice de capacité productive ; et entretiens avec des informateurs clés.	Analyse de contenu par revue documentaire ; et statistiques descriptives à partir d'entretiens avec des informateurs clés.

Modèle d'estimation/spécification du modèle

Les données obtenues ont été analysées à l'aide de statistiques descriptives, d'une analyse des évolutions et de statistiques déductives pour atteindre les objectifs de cette étude. Une analyse des évolutions a été utilisée pour atteindre le premier objectif qui était de déterminer l'évolution de l'emploi des jeunes et de la croissance économique au Nigeria. Pour atteindre l'objectif deux, qui est d'identifier les secteurs économiques au Nigeria ayant un fort potentiel de création d'emplois, diverses méthodes ont été utilisées en s'appuyant sur les travaux de te Velde et al. (2016). Ces méthodes étaient basées sur les attributs des caractéristiques politiques et éco-géologiques qui ont été utilisées pour identifier les produits de base (produits) et les secteurs dans lesquels il existe un potentiel de croissance économique et un potentiel d'emploi proportionnel en raison de l'énorme gisement de matériaux ou des infrastructures disponibles et des produits d'exportation dans lesquels le Nigeria commerce. Sur le plan statistique, les élasticités d'emploi en arc et ponctuelles ont été utilisées pour identifier les principaux secteurs économiques susceptibles de générer des emplois, et pour prévoir la croissance future de l'emploi.

Analyse des politiques gouvernementales, analyse des entreprises et avantage comparatif des zones géopolitiques.

Cette section implique une analyse de contenu à partir d'une revue documentaire avec des déductions basées sur le gouvernement, l'avantage comparatif de la zone géopolitique et les infrastructures entrepreneuriales actuellement en place dans le pays.

Indice d'avantage comparatif révélé (indice de Balassa)

On dit d'un pays qu'il a un avantage comparatif révélé (ACR) pour un produit donné i lorsque le ratio des exportations de ce produit par rapport à ses exportations totales de tous les biens (produits) est supérieur au même ratio pour le monde (CNUCED, 2021).

C'est-à-dire:

$$RCA_{Ai} = \frac{\frac{X_{Aj}}{\sum_{j \in P} X_{Aj}}}{\frac{X_{wj}}{\sum_{j \in P} X_{wj}}} \geq 1 \quad (1)$$

Où :

P est l'ensemble de tous les produits (avec $i \in P$),

X_{Aj} est l'exportation du produit i du pays A

X_{wj} représente les exportations mondiales du produit i ,

$\sum_{j \in P} X_{Aj}$ est le total des exportations du pays A (de tous les produits j dans P), et

$\sum_{j \in P} X_{wj}$ est le total des exportations mondiales (de tous les produits j dans P).

Un pays ayant un ACR pour un produit donné ($ACR > 1$), est considéré comme un producteur et un exportateur compétitif de ce produit par rapport à un pays produisant et exportant ce bien à un niveau égal ou inférieur à la moyenne mondiale. Plus la valeur de l'ACR est élevée pour un produit, plus la puissance d'exportation de ce produit spécifique est importante. L'intensification de la production et de l'exportation de tout produit dont la valeur de l'ACR est supérieure à 1 nécessitera une main-d'œuvre supplémentaire pour répondre à la demande, ce qui aura pour effet de réduire le chômage.

Indices de diversification et de concentration

Ces indices mesurent le degré de concentration des biens exportés à l'exclusion des services. L'indice de concentration décrit si une grande part des exportations d'un pays est représentée par un petit nombre de produits ou si ses exportations sont

réparties de manière égale entre de nombreux produits. Cet indicateur est défini comme un indice normalisé de HerfindahlHirschmann de la concentration par produit des exportations de marchandises au niveau du pays. Cet indice va de 0 à 1, une valeur plus élevée dénotant une plus grande concentration des exportations. Par exemple, une valeur de H_j égale à 1 indique que toutes les exportations du pays j proviennent d'un seul produit, tandis qu'une valeur de 0 implique que les exportations du pays sont réparties de manière homogène entre tous les produits. Il est calculé selon la formule suivante:

$$H_j = \frac{\sqrt{\sum_{i=1}^N \left(\frac{X_{i,j}}{X_j}\right)^2} - \sqrt{\frac{1}{N}}}{1 - \sqrt{\frac{1}{N}}} \quad (2)$$

Elasticités de l'emploi

Les élasticités de l'emploi sont des mesures de la réactivité de l'emploi à la croissance d'un secteur particulier ou du PIB total. Ces élasticités sont couramment utilisées pour suivre le potentiel sectoriel de création d'emplois et pour prévoir la croissance future de l'emploi.

$$\varepsilon = \frac{\Delta L/L}{\Delta Y/Y} \quad (3)$$

Ici, L mesure l'emploi tandis que Y désigne le PIB pour l'ensemble de l'économie. Le numérateur est interprété comme la variation en pourcentage de l'emploi, tandis que le dénominateur fait référence à la variation en pourcentage du revenu, c'est-à-dire le taux de croissance du PIB. L'élasticité ε est donc interprétée comme la variation en pourcentage de l'emploi pour chaque variation de 1% du PIB. L'équation 3 mesure l'élasticité en arc, ce qui implique que l'élasticité calculée se situe entre deux points différents dans le temps, plutôt que l'élasticité ponctuelle (BIT, 1999). Bien que la méthodologie soit très simple sur le plan informatique, Islam et Nazara (2000) et Islam (2004) ont démontré que les élasticités annuelles de l'emploi calculées à l'aide de cette méthode peuvent présenter une grande instabilité et ne pas être adaptées à des fins de comparaison.

Une méthode d'estimation alternative implique une équation linéaire à double logarithme pour montrer la relation entre l'emploi et le PIB. La forme de base de l'équation est la suivante :

$$\ln L = \beta_0 + \beta_1 \ln Y \quad (4)$$

Les variables L et Y sont définies comme précédemment, et \ln représente le logarithme naturel de la variable concernée. Ici, le coefficient de régression β_1 est l'élasticité de l'emploi. Cette forme d'estimation génère l'élasticité ponctuelle.

L'élasticité ponctuelle mesure le changement en pourcentage des personnes employées si le PIB change infiniment près de zéro. Le tableau 2 présente la manière d'interpréter les élasticité de l'emploi en suivant Kapsos (2005). En interprétant les élasticité de l'emploi, il est important de noter que toute économie qui connaît une croissance positive du PIB et une élasticité négative de l'emploi implique que l'économie connaît une croissance négative de l'emploi et une croissance positive de la productivité.

Tableau 2 : Interprétation des élasticité de l'emploi

Elasticité de l'emploi	Croissance du PIB	
	Croissance positive du PIB	Croissance négative du PIB
$\epsilon < 0$	(-) Croissance de l'emploi (+) Croissance de la productivité	(-) Croissance de l'emploi (+) Croissance de la productivité
$0 \leq \epsilon \leq 1$	(-) Croissance de l'emploi (+) Croissance de la productivité	(-) Croissance de l'emploi (+) Croissance de la productivité
$\epsilon > 0$	(-) Croissance de l'emploi (+) Croissance de la productivité	(-) Croissance de l'emploi (+) Croissance de la productivité

Source: Kapsos (2005).

De même, avec une économie qui connaît une croissance négative du PIB et une élasticité négative de l'emploi, on peut en déduire qu'elle se traduira par une croissance positive de l'emploi et une croissance négative de la productivité. L'inverse est vrai pour une économie qui connaît une croissance positive et négative du PIB, respectivement, surtout lorsque l'élasticité de l'emploi est supérieure à un. Essentiellement, si l'élasticité de l'emploi se situe entre 0 et 1, une économie avec une croissance positive du PIB connaîtra une croissance positive de l'emploi et de la productivité. Il est très impératif de noter que la croissance de la productivité et l'élasticité de l'emploi sont indispensables dans toute économie pour réduire la pauvreté. La raison en est que, tandis que la croissance de l'élasticité de l'emploi donne la partie quantitative de la croissance de l'emploi, cette dernière est la caractéristique qualitative de la croissance de l'emploi et donc une partie ne devrait pas être soulignée plus que l'autre (Khan, 2001 ; Kapsos, 2005).

Impact différentiel de la croissance sectorielle sur l'emploi des jeunes dans les zones rurales et urbaines, selon le genre.

Nous avons abordé l'objectif 3, qui consiste à analyser l'impact différentiel de la croissance sectorielle sur l'emploi des jeunes dans les zones rurales et urbaines en fonction du genre, en utilisant le modèle de régression logistique. Le modèle de régression logistique implique la régression d'une variable dépendante dichotomique contre un ensemble de variables indépendantes. Elle prend deux valeurs, 1 si elle

est masculine et employée, et 0 si elle ne l'est pas. La probabilité d'être un homme dépend d'un ensemble de variables désignées par x telles que:

$$Prob(Y=1) = \frac{e^{\beta'x}}{1+e^{\beta'x}} = A(\beta x) \quad (5)$$

$$\sum\left(\frac{y}{x}\right) = 0 [1 - F(\beta x)] + 1 [F(\beta x)] = F(\beta x) \quad (6)$$

$$Z_i = \ln\left(\frac{P_i}{1-P_i}\right) = \alpha + \beta_1 X_1 + \beta_2 X_2 + \beta_3 X_3 + \beta_4 X_4 + \dots + \beta_n X_n + \varepsilon_i \quad (7)$$

Où,

Z_i est la probabilité logarithmique d'être une jeune femme ou un jeune homme (15-35 ans) ayant un emploi, α est une constante, $\beta_1, \beta_2, \beta_3,$ et β_n sont les coefficients des variables indépendantes $X_{1i}, X_{2i}, X_{3i},$ et X_{ni} , et ε_i est un terme d'erreur pour le fait d'être employé.

$X_1 = \hat{A}$ ge (années)

$X_2 =$ Transferts de fonds (Oui=1, Non=0);

$X_3 =$ État civil (Marié =1, Autres =0);

$X_4 =$ Niveau d'éducation_ École primaire ;

$X_5 =$ Niveau d'éducation_ Lycée ;

$X_6 =$ Niveau d'éducation_ diplômes supérieurs ;

$X_7 =$ Activité économique/profession_ Agriculture ;

$X_8 =$ Activité économique/profession_ Industrie ;

$X_9 =$ Profession de l'activité économique_ Construction ;

$X_{10} =$ Activité économique/profession_ Commerce ;

$X_{11} =$ Activité économique/profession_ Services ;

$X_{12} =$ Localité (Rural =1, 0 = Urbain) ;

$X_{13} =$ Zone géopolitique_ Nord-Est ;

$X_{14} =$ Zone géopolitique_ Nord-Ouest ;

$X_{15} =$ Zone géopolitique_ Centre-Nord ;

$X_{16} =$ Zone géopolitique_ Sud-Sud ;

$X_{17} =$ Zone géopolitique_ Sud-Ouest ;

$X_{18} =$ Zone géopolitique_ Sud-Est

Statistiques descriptives

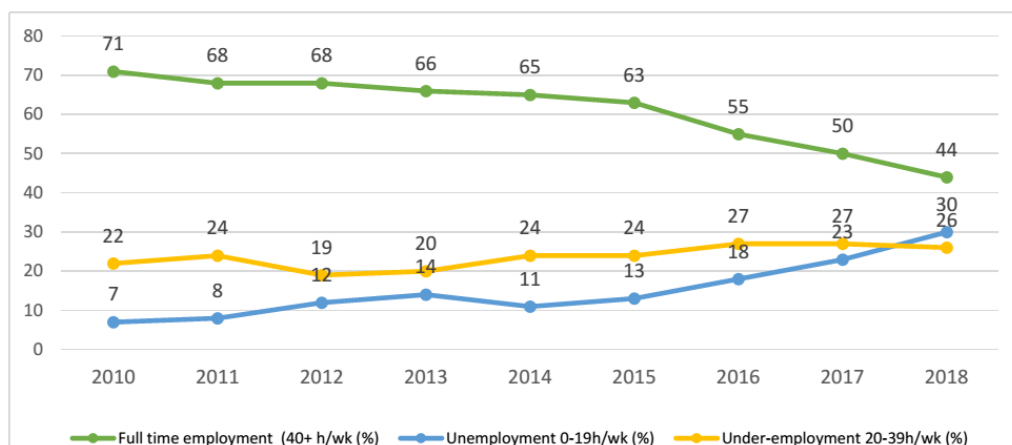
Certaines statistiques descriptives telles que les moyennes et les graphiques ont été utilisées pour analyser les objectifs 4 et 5 en utilisant les données de l'indice de capacité de production, l'enquête de la Banque mondiale sur les entreprises et les résultats des entretiens avec les informateurs clés (KII) pour le Nigeria.

4. Résultats et discussions

Évolution du chômage des jeunes au Nigeria

Les jeunes constituent un tiers du groupe de la population économiquement active au Nigeria (Adesugba & Mavrotas, 2016). Les jeunes sont considérés comme un atout important pour l'innovation et la créativité dans toute société ; cependant, cette particularité pourrait être perdue si les capacités des jeunes ne sont pas bien exploitées (Gilbert, 2010 ; Vremudia, 2012). La figure 2 présente l'évolution de l'emploi, du sous-emploi et du chômage des jeunes au Nigeria pour la période 2010-2018. Le résultat a montré que l'emploi à temps plein des jeunes âgés de 15 à 34 ans est en baisse depuis 2010 avec une baisse de 50% en 2017 à 44% en 2018, tandis que le taux de chômage est en augmentation constante avec une augmentation de 23% en 2017 à 30% en 2018. Même si le taux de sous-emploi est élevé depuis 2010 par rapport au taux de chômage de la même année, il est évident que de nombreux jeunes ont été employés bien que sous-employés parce qu'ils étaient prêts à s'engager dans différents types d'emploi dans n'importe quel secteur qui pourrait correspondre à leurs compétences et à leurs qualifications éducatives pour éviter le chômage.

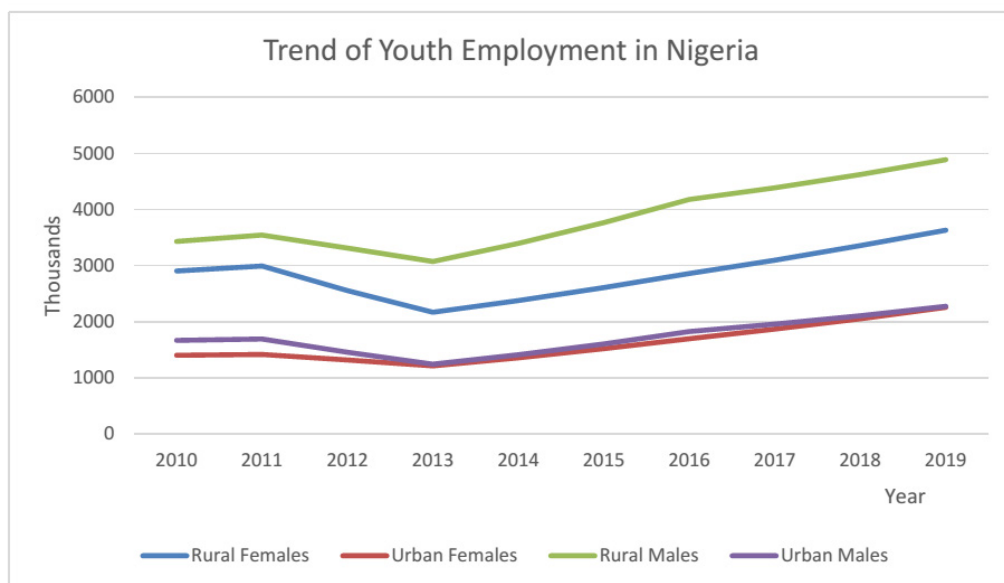
Figure 2 : Évolution des taux d'emploi, de sous-emploi et de chômage des jeunes (15-34 ans) au Nigeria, 2010-2018



Source: Calculé à partir du Bureau national des statistiques, Statistiques de la population active : Volume I : Rapport sur le chômage et le sous-emploi, T3 2018.

La figure 3 montre l'évolution de l'emploi des jeunes par localité au Nigeria. Il est intéressant de noter que l'emploi des jeunes est plus élevé dans les zones rurales que dans les centres urbains et chez les hommes que chez les femmes. La tendance de l'emploi, toutes catégories confondues, a montré une augmentation progressive à la hausse de 2010 à 2019, avec une légère baisse en 2013. Depuis 2010, l'incidence de l'emploi est plus élevée chez les jeunes hommes des zones rurales que dans les autres catégories. Cela peut s'expliquer par le secteur agricole qui tend à employer des jeunes physiquement forts pour les activités de terrain et probablement par les emplois subalternes dans les secteurs de la construction, du commerce et des services. Cette constatation est confirmée par Making Cents International (2016), qui indique que les jeunes ruraux sont souvent engagés dans l'agriculture, la construction et les entreprises familiales.

Figure 3 : Évolution de l'emploi des jeunes par localité au Nigeria



Source: Calculé à partir des statistiques de l'Organisation internationale du travail (2018).

Secteurs économiques et croissance économique sectorielle au Nigeria

La croissance économique selon Zhattau (2013) est la base de l'augmentation de la prospérité qui provient de l'accumulation de plus de capital et de l'innovation qui conduit au progrès technique. Les graphiques (a) à (l) de la figure 4 présentent la croissance économique par secteur au Nigeria de 1991 à 2018 en utilisant les données du GGDC. Sur les 12 secteurs, le secteur de la construction a connu la croissance la plus élevée avec 40,9 % en 2018 et la plus faible dans le secteur de l'immobilier avec 0,5 %. Il est intéressant de noter que le taux de croissance du secteur de l'agriculture

(comprenant la production végétale, la production animale, la sylviculture et la pêche) est passé de 11,3 % en 2017 à 14,3 % en 2018. Nyabam et al. (2018) ont identifié le secteur de l'agriculture comme un secteur ayant le potentiel de réduire le chômage des jeunes au Nigéria, car il a été le plus grand employeur de main-d'œuvre en offrant de grandes perspectives de création d'emplois directs ou indirects, en particulier pour la population jeune.

La croissance dans le secteur minier a diminué de 91,6 % à 30,5 %, tandis que la croissance dans le secteur manufacturier est passée de 12,8 % en 2017 à 24 % en 2018. Bien que la croissance annuelle du PIB ait été en pente descendante, il est évident que certains sous-secteurs connaissent un certain niveau de croissance par rapport à d'autres. Dans le secteur des services, le secteur des transports a connu un taux de croissance plus élevé en 2018, à 30,3 %, par rapport aux autres sous-secteurs de ce secteur.

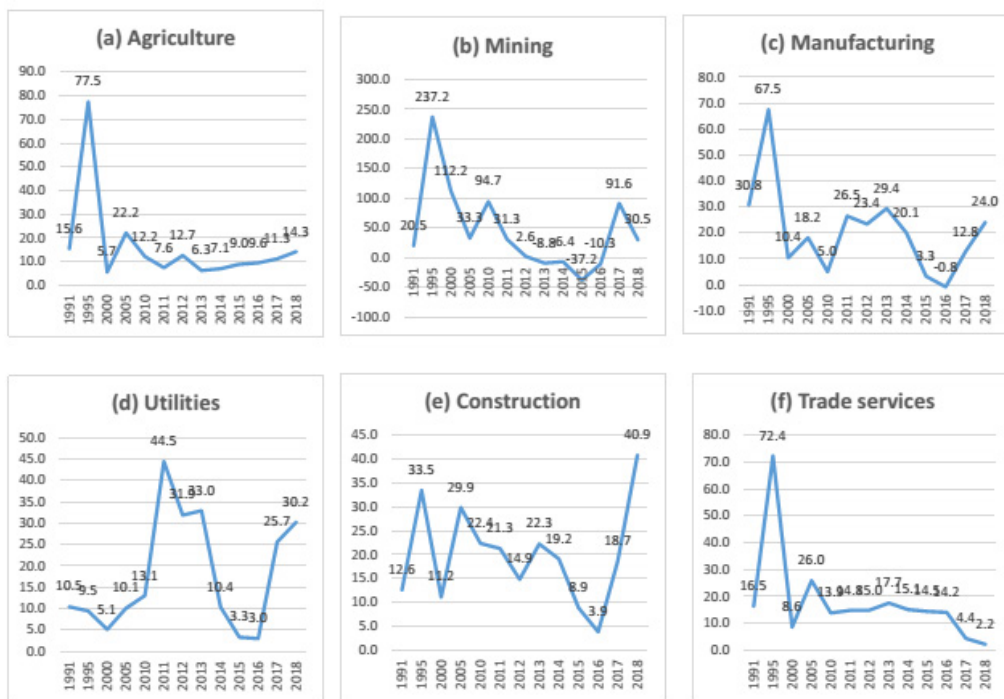
La répartition de l'emploi des jeunes par secteur économique au Nigeria est présentée dans la figure 5. Le résultat a montré que le secteur des services, qui comprend les TIC, la finance, les services publics, l'hôtellerie et le tourisme, le commerce et le divertissement, entre autres, est le plus gros employeur de jeunes dans les zones rurales et urbaines. Le sous-secteur des TIC a contribué au fil des ans à la création d'emplois pour les jeunes en leur offrant des opportunités d'autonomisation (Michael & Samson, 2014) et de génération de revenus, en particulier dans les domaines des TIC et des entreprises basées sur les télécommunications (impression de cartes de recharge GSM, cybercafé, formation en informatique, centres de service et de réparation, vendeurs de téléphones mobiles et d'accessoires, installations de télévision par câble et par satellite, services et réparations de téléphones mobiles, fournisseurs de services Internet, etc.) qui nécessitent très peu de fonds pour démarrer (Oladunjoye & Audu, 2012 ; Olasanmi et al., 2012). En outre, la déréglementation et la libéralisation des télécommunications ont non seulement fait baisser les prix des produits de télécommunication, mais ont également accru la concurrence entre les opérateurs (Akanbi et al., 2015).

Le secteur du commerce était le deuxième plus grand employeur de main-d'œuvre jeune. Dans la plupart des cas, ce secteur nécessite peu ou pas d'expérience pour y accéder. En effet, dans le secteur informel au Nigeria, la part des jeunes est plus élevée que dans le secteur formel (Adams et al., 2013), la plupart des emplois se trouvant dans le secteur informel non agricole, comme le commerce et les services. La majorité de la population nigériane reste dans les secteurs agricole et non agricole informel.

Le secteur agricole offre d'énormes possibilités d'emploi et le gouvernement nigérian et les partenaires de développement s'engagent de plus en plus à impliquer les jeunes dans le secteur agroalimentaire (Awogbenle & Iwuamadi, 2010), ce qui se reflète dans les divers programmes mis en œuvre dans le secteur agricole et visant à impliquer les jeunes. Ces programmes comprennent : Le programme Fadama de soutien aux jeunes chômeurs diplômés et aux femmes

(FGUYS), le programme de développement de l'agriculture commerciale pour les jeunes (YCAD), le programme pour l'amélioration des moyens de subsistance des entreprises familiales (LIFE), le programme pour l'emploi des jeunes dans l'agriculture (YEAP) et le programme d'initiatives des jeunes pour une agriculture durable (YISA) (Adeyanju et al., 2020), 2020).Le déclin de l'emploi des jeunes dans le secteur agricole peut être attribué à leur recherche d'emploi dans des secteurs autres que l'agriculture principalement pour obtenir des emplois qui leur rapporteront de meilleurs revenus et qui sont moins stressants (Awumbila et al., 2016 ; Abramitzky et al., 2013). De même, l'incapacité des jeunes à accéder à la terre essentiellement en raison de la sécurité foncière et de l'attribution de titres de propriété alimente le chômage dans le secteur agricole (Ghebru et al., 2018). Il est intéressant de noter la faible incidence de l'emploi des jeunes femmes dans les secteurs de la construction et de l'industrie.

Figure 4 : Évolution de la croissance du PIB dans les différents secteurs économiques au Nigeria, 1991-2018



suite page suivante

Figure 4 Continué

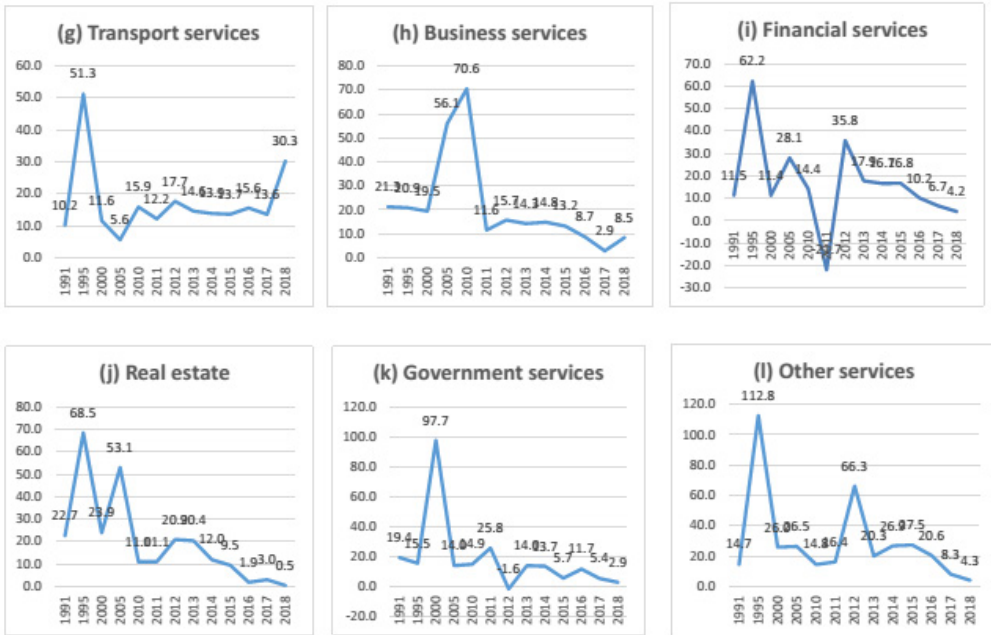
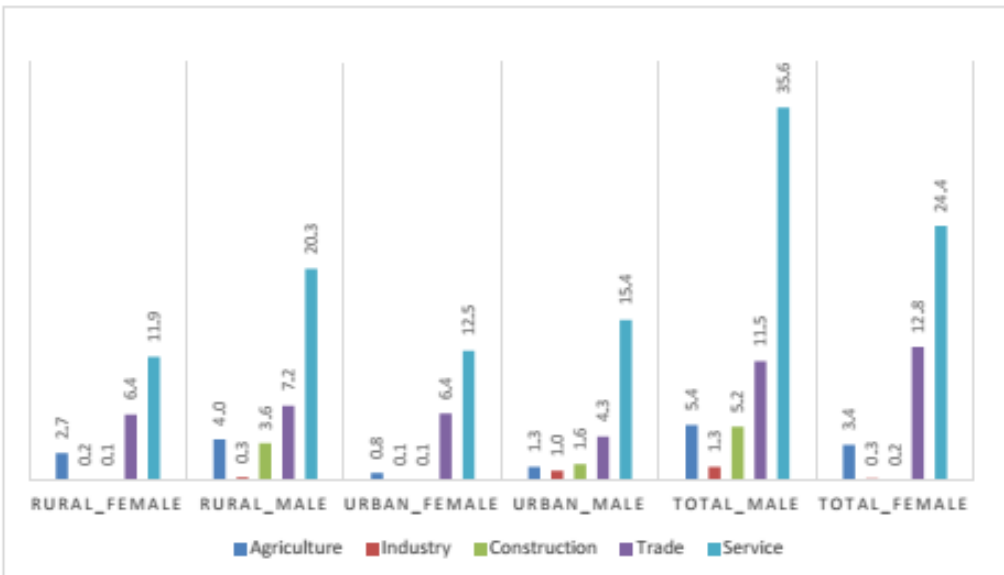


Figure 5 : Répartition de l'emploi des jeunes par secteur économique au Nigeria, 2018-2019.



Source: Calcul des auteurs à partir des données de l'enquête généralisée auprès des ménages, 2018/2019..

Cela peut s'expliquer par le fait que ces secteurs exigent un haut niveau d'expertise et, dans la plupart des cas, une force brute, en particulier pour la main-d'œuvre non qualifiée.

Tableau 3 : Contribution sectorielle à l'emploi et au produit intérieur brut au Nigeria

Année	Emploi par secteur	Part de l'emploi	Produit intérieur brut 2018	Part du PIB
Agriculture	33,110,198.98	46.45	27,371,295.76	21.42
Mining	116,586.58	0.16	13,674,382.25	10.70
Manufacturing	5,083,657.69	7.13	12,455,527.91	9.75
Utilities	94,607.70	0.13	1,083,076.50	0.85
Construction	1,647,188.02	2.31	6,031,060.77	4.72
Trade services	11,392,293.16	15.98	23,062,810.53	18.05
Transport services	2,501,720.93	3.51	2,328,367.79	1.82
Business services	5,444,268.71	7.64	17,869,956.56	13.99
Financial services	915,974.21	1.29	3,996,755.06	3.13
Real estate	69,791.90	0.10	8,632,817.11	6.76
Government services	4,632,626.33	6.50	6,482,313.23	5.07
Other services	6,267,405.88	8.79	4,774,182.12	3.74
Total	71,276,320.07		127,762,545.59	

Source : Calcul des auteurs à partir de la base de données sur la transformation économique, de Vries et al. (2021).

Le tableau 3 présente la contribution des 12 secteurs économiques à l'emploi et au PIB. Nos résultats ont montré que l'agriculture a représenté 33 110 198,98 en 2018 et a contribué à 46,45% de l'emploi total. Elle était également le plus grand contributeur au PIB avec une part de 21,42%. Le contributeur le moins important à l'emploi a été le secteur de l'immobilier qui a représenté 69 791,90 personnes employées et a contribué à seulement 0,10%. Il est intéressant de noter que la contribution du secteur minier au PIB était assez élevée, puisqu'elle représentait 10,7 % du PIB total. Les autres secteurs contribuant fortement à l'emploi sont les services commerciaux, l'industrie manufacturière, les services aux entreprises (information et communication, activités de services administratifs et de soutien, activités professionnelles, scientifiques et techniques), les services publics (administration publique et défense, éducation, santé humaine et action sociale, sécurité sociale obligatoire) et les autres services (arts, spectacles et loisirs, autres activités de services, activités des ménages en tant qu'employeurs, activités indifférenciées de production de biens et de services des ménages pour leur propre usage, activités des organisations et organismes extraterritoriaux). Ces secteurs ont également contribué à une part plus importante du PIB total du Nigeria. Les services commerciaux, les services aux entreprises, l'exploitation minière, l'industrie manufacturière, les services publics et la construction ont contribué respectivement à hauteur de 18,05%, 13,99%, 10,70%, 9,75%, 5,07% et 4,72%.

Secteurs économiques présentant un potentiel de création d'emplois pour les jeunes au Nigeria

Pour identifier les secteurs économiques du Nigeria ayant un fort potentiel de création d'emplois, cette étude s'est appuyée sur l'utilisation d'indicateurs liés au commerce, d'élasticités de l'emploi et a tiré des conclusions basées sur les politiques gouvernementales, l'avantage comparatif de la zone géopolitique du Nigeria et l'analyse des entreprises.

Analyse des politiques gouvernementales existantes, analyse des entreprises et avantage comparatif des zones géopolitiques.

Analyse du potentiel des zones agro-écologiques

Dans les zones agro-écologiques (AEZ) et les zones géopolitiques (GZ) du Nigeria, plusieurs zones (de grappes) ont été identifiées au fil des années comme des zones à forte intensité de production pour plusieurs cultures et élevages. On estime que l'intensification et la commercialisation de ces produits permettront de créer des emplois, en particulier chez les jeunes.

Secteur agricole

Au Nigeria, malgré la forte dépendance aux importations, il a été démontré que le pays a le potentiel pour être autosuffisant et devenir un exportateur net de plusieurs cultures et bétail. Selon les classifications des zones géopolitiques (GEZ), plusieurs cultures ont été identifiées comme ayant le potentiel de générer des revenus pour le pays et de créer des emplois si la production est intensifiée et commercialisée. Selon les GEZ, le Sud-Est présente un énorme potentiel pour la noix de cajou, le manioc, le poisson, le palmier à huile et le riz ; le Sud-Sud : la banane, le poisson, le plantain, le riz et le palmier à huile ; le Centre-Nord : le manioc, la noix de cajou, l'igname et le riz ; le Sud-Ouest : la mangue de brousse, le manioc, le cacao et la volaille ; le Nord-Ouest : les oignons, le riz, le sorgho, le blé et la pastèque ; et le Nord-Est : l'igname et le blé.

Dans tout le pays, il existe plusieurs groupements de cultures dotés d'infrastructures qui faciliteront la production et la transformation, comme le groupement de tomates de Kadawa, à Kano, le groupement de riz de Gassol, à Taraba, le groupement de riz de Badeggi, au Niger, le groupement de riz d'Omor, à Anambra ; Kebbi Rice Cluster ; Makurdi Citrus Cluster, Benue ; Agadu-Alape Cassava Cluster, Kogi ; Ketu-Ereyun Corridor Aquaculture ; Oban Ananas Cluster, Cross River, Abuja Crop Processing Cluster, FCT et Osogbo Poultry and Feed Cluster (te Velde et al. , 2016 ; Plan de mise

en œuvre du cadre stratégique, 2016). Avec l'existence de ces grappes de produits et de commerce, l'emploi dans la transformation alimentaire devrait croître à l'avenir (Allen et al., 2018).

L'existence de ces infrastructures rendra le secteur agricole et ses sous-secteurs plus attrayants, en particulier pour les jeunes qui ont tendance à éviter l'agriculture ou les cours liés à l'agriculture parce qu'ils ont l'impression que l'agriculture est archaïque et peu rentable (Fonds international de développement agricole [FIDA], 2016). Cela la rendra également attrayante pour les investisseurs.

Secteurs de la construction et de l'industrie

Le Nigeria dispose d'un important gisement de minéraux solides dans diverses régions du pays. Certains de ces minéraux sont commercialisés en grandes quantités. Par exemple, l'existence d'importants gisements de calcaire est bénéfique pour l'industrie du ciment, plusieurs entreprises nigérianes étant impliquées dans ce sous-secteur. C'est le cas de sociétés telles que Dangote Cement Plc, appartenant au groupe Dangote, qui est l'un des principaux cimentiers du Nigeria et qui est présent dans plusieurs pays africains. Les secteurs de la construction et de l'industrie ont tous deux un potentiel de création d'emplois en raison de l'urbanisation et du boom de l'immobilier au Nigeria, notamment dans de nombreuses mégapoles et dans le territoire de la capitale fédérale. Les constructions de bâtiments à des fins résidentielles et commerciales sont constantes et incessantes. Parmi les ressources actuellement disponibles et susceptibles de favoriser l'emploi, on peut citer : un village informatique à Otigba, à Lagos ; un important gisement d'étain (Plateau), un fabricant de pièces détachées automobiles et industrielles à Nnewi ; un important gisement de charbon (Enugu) et une tannerie de cuir à Kano ; entre autres (Ekesiobi et al., 2018 ; te Velde et al., 2016 ; Chete et al., 2014 ; Madichie & Nkamnebe, (2010). L'objectif du Plan de révolution industrielle nigérian (NIRP) est de promouvoir le secteur industriel en tant que générateur clé d'emplois et de revenus en identifiant les secteurs prioritaires capables de promouvoir la compétitivité.

Secteur du commerce de gros et de détail

Dans chaque économie, le rôle du commerce, qu'il s'agisse du commerce de gros ou de détail, ne peut être surestimé car il emploie à la fois une main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée. C'est souvent le premier choix des personnes peu ou pas qualifiées. Pour s'engager dans ce secteur au niveau informel, il faut peu ou pas de compétences, sauf dans le cas du commerce spécialisé. Le Nigeria abrite plusieurs groupements de détaillants, dont certains sont connus à l'échelle internationale, comme le Kurmi Artefacts Retail Cluster dans l'État de Kano, le Dawanau Grains Retail Cluster à Kano, le Potiskum Livestock Retail Cluster à Yobe, le Osoba Adire/Kampala International Market Retail Cluster à Ogun, le Alaba Retail Cluster à Lagos et le Ariaria Leather

Products Cluster à Abia (Plan de mise en œuvre du cadre stratégique, 2016). La Banque de l'industrie (2018) a identifié les regroupements industriels suivants : Nnewi (automobile), Yabacon Valley (TIC), Otigba (technologie), Onitsha (plastique), Kano (cuir) et diverses zones de traitement et de commerce des exportations par le biais de mandats politiques. L'exploitation du potentiel de ce sous-secteur et de ses grappes organisées permettra de réglementer les prix et de rendre le secteur plus attrayant pour les investisseurs, ce qui conduira à la création d'emplois..

Secteur des services

Ce secteur a le potentiel d'employer de nombreuses personnes en raison de ses nombreux sous-secteurs. Certains de ces sous-secteurs ne nécessitent que peu ou pas de compétences pour s'y engager. Dans les 36 États et le territoire de la capitale fédérale du Nigeria, une partie de la population est embauchée dans la fonction publique, dans les différents ministères, tant au niveau des États qu'au niveau fédéral. Le secteur des services au Nigeria continue de croître à un rythme astronomique grâce à des sous-secteurs tels que les TIC, la finance, le divertissement, la santé, l'administration publique et l'éducation, entre autres. D'après la figure 5, il est évident que ce secteur va continuer à se développer. L'exploitation du potentiel des industries du tourisme et du divertissement favorisera largement la création d'emplois.

Analyse des politiques publiques existantes

L'augmentation du taux de chômage et la pauvreté sont un mal si amoins auquel est confronté le Nigeria sur la voie de la croissance et du développement. L'horloge mondiale de la pauvreté de 2018 a déclaré que le Nigeria est devenu la capitale mondiale de la pauvreté après avoir dépassé l'Inde avec environ 86,9 millions de sa population vivant dans l'extrême pauvreté (Odey & Sambe, 2019). Le gouvernement du Nigeria, à un niveau ou à un autre et à différents moments, a mis en œuvre des initiatives et des programmes visant à atténuer la pauvreté et à réduire le chômage, en particulier chez les jeunes et les femmes. Le Plan de relance et de croissance économique (ERGP) vise à créer des emplois et à développer les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre (tels que l'agriculture, l'industrie manufacturière, le logement et la construction) en encourageant le développement des infrastructures dans ces secteurs afin de créer une demande de main-d'œuvre, notamment locale. Dans le cadre de l'ERGP, le programme de logement social du gouvernement devrait également créer des emplois pour les artisans et les travailleurs artisanaux. La politique nationale de l'emploi (NEP) vise les interventions du gouvernement pour la création d'emplois, notamment dans le secteur agricole. Elle se concentre sur l'éducation, le développement des compétences, l'accès au crédit, les petites entreprises, le développement des infrastructures, les coopératives et l'information sur le marché du travail.

La politique nationale de la jeunesse (PNJ) (2019-23) vise à fournir un cadre approprié pour la protection des droits humains fondamentaux de tous les jeunes. Ses principaux axes stratégiques sont : (1) Main-d'œuvre productive et engagement économique durable des jeunes ; (2) Participation, inclusion et opportunités équitables pour tous les jeunes ; (3) Santé et mode de vie favorable à la santé ; (4) Environnement promoteur et protecteur pour le développement des jeunes ; et (5) Création de partenariats et collaboration efficace.

Le plan d'action pour l'emploi des jeunes au Nigeria (NIYEAP) cherche à tirer parti des politiques et stratégies de développement actuelles pour accélérer l'impact sur l'emploi des jeunes et créer des synergies entre les différentes parties prenantes et leurs interventions respectives. Il vise à faire progresser la mise en œuvre des engagements liés à l'emploi des jeunes dans les politiques sectorielles et les cadres de développement plus larges. Parmi les autres politiques liées à l'emploi des jeunes, citons la politique et la stratégie nationales en matière d'économie numérique (2020-30), la politique nationale sur la migration de la main-d'œuvre et la politique nationale sur la protection sociale.

Le programme national d'éradication de la pauvreté (NAPEP) a été lancé par le président Olusegun Obasanjo et mis en place en 2001 pour éradiquer la faim et la pauvreté extrêmes au Nigeria, avec des programmes de base visant à l'autonomisation des jeunes. Ce programme a été conçu pour remplacer le programme de lutte contre la pauvreté (PAP). Il comprend le Programme d'acquisition de capacités (CAP), qui met l'accent sur l'acquisition de compétences et la formation pour l'autonomie (Sule et al., 2019). Parmi les objectifs du NAPEP figurent la formation des jeunes aux métiers professionnels, l'aide aux stages, le soutien au microcrédit, la création d'emplois dans l'industrie automobile et l'aide aux patientes souffrant de fistules vésicovaginales (Wohlmuth et al., 2008).

Le programme de réinvestissement des subventions et d'autonomisation (Subsidy Reinvestment and Empowerment Programme, SURE-P) a été créé en 2011 sous l'administration du président Goodluck Jonathan, à la suite des manifestations des Nigériens dues à la suppression par le gouvernement des subventions sur les produits pétroliers. Il s'agissait d'un programme d'intervention sociale visant à fournir des emplois aux diplômés sans emploi à travers des programmes de stages. On pensait que les fonds économisés grâce au retrait des subventions devaient être réinvestis dans la création d'emplois pour les chômeurs du pays (Charles et al., 2019). Le mandat principal de SURE-P était d'atténuer le chômage des jeunes au Nigeria par l'autonomisation des jeunes dans trois domaines clés : Le programme de formation professionnelle, le service communautaire, l'emploi des femmes et des jeunes (CSWYE) et le programme de stages pour les diplômés (GIS) (Charles et al., 2019 ; Dauda et al., 2019). Le programme de formation professionnelle, par le biais de la création de centres de formation professionnelle dans les six zones géopolitiques, a été conçu pour former les jeunes à diverses compétences allant des technologies de l'information et de la communication (TIC) à la production agricole et agroalimentaire, en passant par la technologie de fabrication, l'artisanat et les industries créatives, entre autres.

L'objectif du programme de stages pour les diplômés (Graduate Internship Scheme - GIS) était de créer des opportunités de stage pour 185 000 diplômés par an dans des entreprises ou des organisations par le biais du mentorat, dans l'espoir que cela puisse aboutir à un emploi permanent pour les stagiaires (SURE-P Report, 2013 ; Premium Times, 2013). Les projets d'emploi et d'autonomisation des jeunes du SURE-P semblent prometteurs pour lutter contre le taux de chômage élevé au Nigéria ; toutefois, compte tenu du nombre croissant de diplômés à la recherche d'un emploi dans les établissements publics et privés et de l'augmentation du taux de chômage dans le pays, le programme n'a pas été pleinement en mesure de résoudre le problème du chômage au Nigéria. Cela peut également être dû au fait que les entreprises impliquées dans le programme n'ont pas été en mesure d'absorber les chômeurs pendant la durée de vie du programme. Cela a été confirmé par une étude de Charles et al. 2019, qui a indiqué que SURE-P a été mal mis en œuvre, car il n'y a pas eu de réduction significative du chômage avec la mise en œuvre de SURE-P, indépendamment de son potentiel de réduction du chômage des jeunes.

Le programme de service communautaire, d'emploi des femmes et des jeunes (CSWYE) visait à créer des opportunités d'emploi immédiates à court terme pour les femmes et les jeunes grâce à une main-d'œuvre publique à forte intensité de travail. L'objectif du CSWYE était notamment de combler l'écart avec l'emploi formel en responsabilisant les jeunes, les femmes et les groupes vulnérables, en créant des opportunités d'emploi pour environ 185 000 femmes et jeunes, en réduisant la vulnérabilité des femmes et des jeunes à travers des opportunités d'emplois visant à soutenir les revenus entre autres.

L'initiative du Programme national d'investissement social (N-SIP) a été créée en 2016 pour répondre à une série de problèmes sociaux tels que l'incidence de la pauvreté, le chômage des jeunes, la scolarisation et l'orientation vers l'entrepreneuriat (Akujuru & Enyioko, 2019). L'initiative N-SIP est constituée de quatre composantes : Programme de pouvoir national (NPower Scheme) ; Programme national d'alimentation scolaire à domicile (NHGSFP) ; Programme national de transfert d'argent (NCTP) ; et Programme d'entreprise et d'autonomisation du gouvernement (GEEP). Le programme N-Power est la composante de création d'emplois de l'initiative politique axée sur la réduction de la pauvreté et du chômage et destinée aux jeunes Nigériens (Dauda et al., 2019).

Le programme N-Power vise la création d'emplois pour les diplômés, la réduction de la pauvreté et les initiatives d'autonomisation par le biais de services bénévoles. Il s'adresse à la fois aux diplômés et aux non-diplômés et vise à inculquer la culture de l'entrepreneuriat dans les jeunes Nigériens âgés de 18 à 35 ans (FGN, 2018). La catégorie des diplômés du programme est divisée en N-Agro, N-Teach et N-Health, tandis que la catégorie des non-diplômés est composée de NBuild. Le programme N-Power a notamment pour objectif de réduire le taux de chômage dans le pays, en facilitant le transfert de compétences entrepreneuriales, techniques et d'employabilité et en apportant une solution à la politique active de diversification du service public et du gouvernement (Kabeer, 2018). Il garantit que chaque participant apprend et met en pratique la plupart des éléments nécessaires pour obtenir ou créer un emploi.

Un autre programme est le programme d'emprunteur d'ancrage de la Banque centrale du Nigeria dans plusieurs États du pays. L'accent est mis sur l'autonomisation des jeunes dans le secteur de l'agroalimentaire et du divertissement. Le secteur de l'agroalimentaire est considéré comme susceptible de sortir de nombreux jeunes du chômage, et le secteur du divertissement, parce que de nombreux jeunes ont fait preuve d'un haut niveau de passion et de talent.

Parmi les autres interventions, citons le programme YESSO (opérations de soutien social et d'emploi des jeunes), soutenu par la Banque mondiale; le programme FADAMA pour les jeunes chômeurs diplômés et les femmes (FADAMA GUYS), qui est particulièrement unique parce qu'il vise deux principaux groupes vulnérables de notre population, les jeunes et les femmes; le programme d'autonomisation des jeunes de l'État d'Ogun (OgunYES), et divers programmes de réinstallation dans les exploitations agricoles, par exemple le programme d'installation dans les exploitations agricoles d'Owowo dans l'État d'Ogun.

Indices des secteurs économiques relatifs au commerce ayant un potentiel de création d'emplois au Nigeria

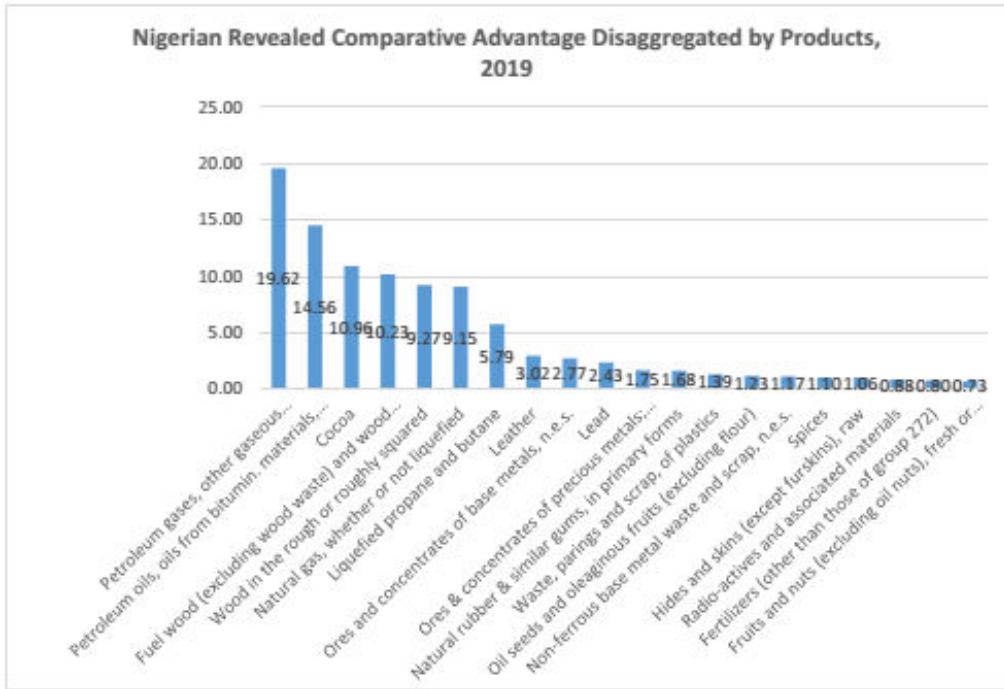
Avantage comparatif révélé

La figure 6 présente l'ACR du Nigeria pour les 20 principales exportations en 2019. Bien que le Nigeria soit un pays largement dépendant du pétrole et de ses produits, l'analyse suggère que le Nigeria dispose d'ACR dans des produits tels que le cacao, le bois de chauffage, les graines oléagineuses, les fruits et les noix, les minerais d'épices, le caoutchouc naturel, le plomb, entre autres, et des produits manufacturés tels que différents types de cuir. Par conséquent, lorsque ces produits et leurs sous-secteurs sont correctement exploités, ils peuvent contribuer à la création massive d'emplois pour les jeunes. Sur les 205 produits exportés par le Nigeria, seuls 17 ont un ACR supérieur à un.

Indices de diversification et de concentration

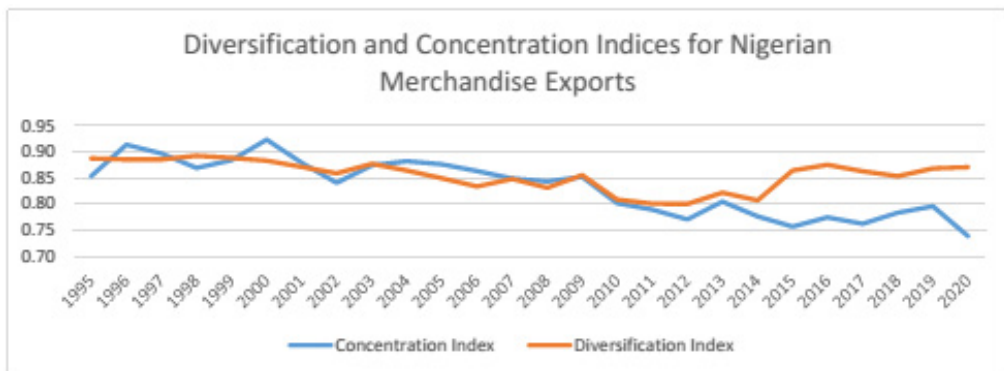
Les indices de diversification et de concentration des exportations de marchandises du Nigeria sont présentés dans la figure 7. Bien que le Nigeria se soit diversifié, la valeur ajoutée des exportations provient des produits minéraux. Il est intéressant de noter que le taux de diversification est intimement lié à celui de la concentration de ses produits. D'après la figure 3, le taux de diversification et de concentration des produits se situe entre 0,7 et moins de 1, ce qui implique que les produits du pays ne sont pas diversifiés mais concentrés sur un produit principal, à savoir le pétrole et ses produits dans le cas du Nigeria. Ceci est réitéré par Yaméogo et al. (2014) que la dotation en ressources naturelles (en particulier les ressources pétrolières) peut avoir un effet négatif sur les pays en termes de complexité. Même si plus de 200 produits ont été exportés en 2020, le(s) principal(aux) produit(s) reste(nt) le pétrole et le gaz, comme le montre la figure 8.

Figure 6 : Avantage comparatif révélé du Nigeria, désagrégé par produits, 2019



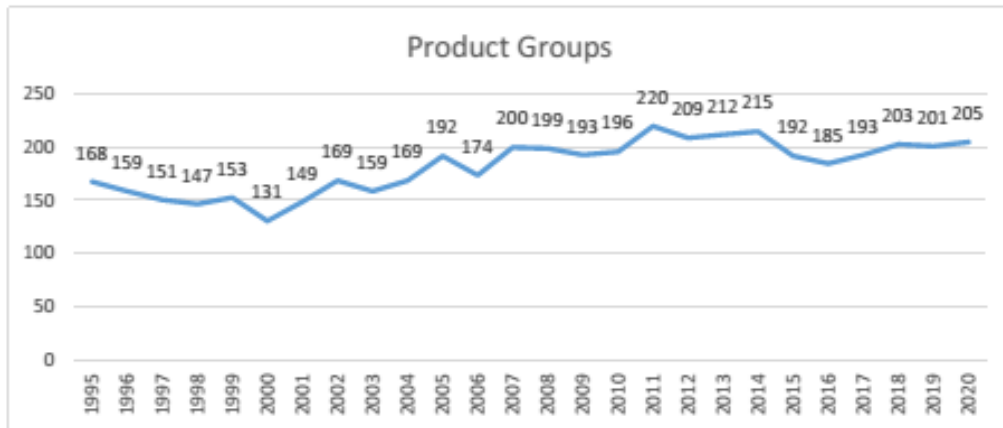
Les produits pétroliers ont un indice de concentration de 0,76, ce qui implique que la quasi-totalité des exportations du Nigeria sont constituées de produits pétroliers. .

Figure 7 : Indices de diversification et de concentration des exportations de marchandises nigérianes



Source : Calcul des auteurs à partir de la CNUCED (2021).

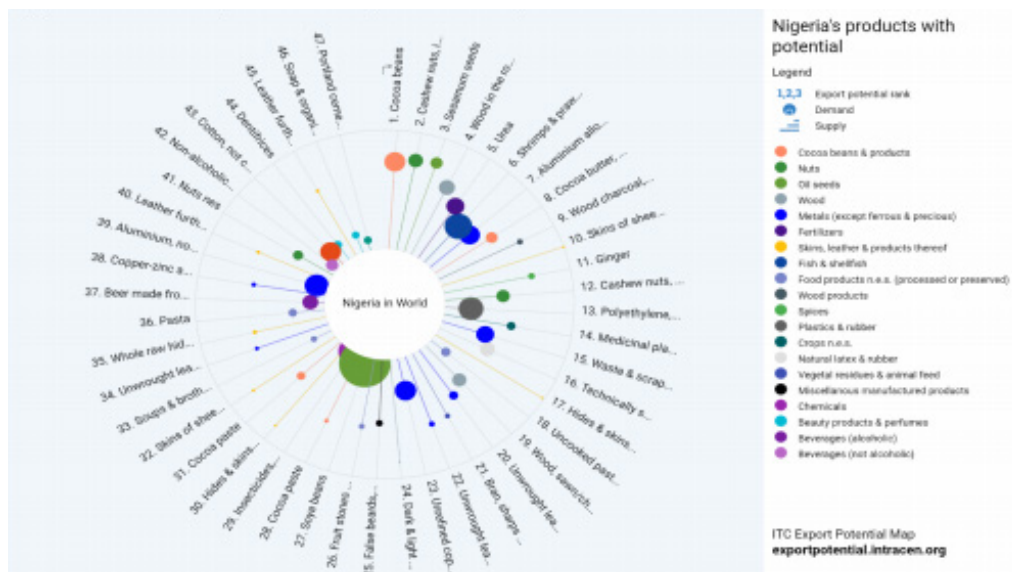
Figure 8: Nombre de produits commercialisés au Nigeria, 1995-2020



Source: Calcul des auteurs à partir de la CNUCED (2021)

La figure 9 présente la carte du potentiel d'exportation des produits de diversification du Nigeria. Cette carte présente des informations pratiques sur les opportunités d'exportation pour plus de 4 000 produits. L'objectif d'une telle carte est d'aider les pays à identifier les zones de potentiel d'exportation inexploité et les possibilités de diversification des exportations. Selon le Centre du commerce international (CCI), le potentiel d'exportation inexploité du Nigeria est estimé à 2,2 milliards de dollars US.

Figure 9 : Carte du potentiel d'exportation des produits de diversification du Nigeria.



Source: Centre du commerce international (2021)

Les produits nigériens présentant le plus fort potentiel d'exportation dans le monde sont les fèves de cacao, les noix de cajou en coque et les graines de sésame. L'exploitation de ces potentiels contribuera largement à l'emploi des jeunes, notamment dans la production et la transformation de ces produits. Cela corrobore les conclusions de Treichel (2010), qui a identifié la viande et la volaille, le palmier à huile et le cacao comme des secteurs à fort potentiel d'emploi.

Elasticités de l'emploi

Nous avons déterminé les secteurs économiques à fort potentiel d'emploi pour les jeunes en utilisant les données de la base de données sur les transformations économiques du GGDC. Deux approches ont été utilisées pour générer les élasticités de l'emploi : l'approche descriptive de base et l'approche du double logarithme. Bien que le champ d'application de l'analyse couvre l'ensemble de la population active, nous faisons des affirmations spécifiques aux secteurs concernés en partant du principe que l'analyse est pertinente pour la jeunesse.

Ces élasticités de l'emploi sont présentées dans les tableaux 4 et 5. Les élasticités de l'emploi en arc révèlent ce qui se passe entre deux périodes (années) tandis que l'élasticité générée par le modèle logarithmique double révèle l'élasticité ponctuelle qui mesure le pourcentage de variation des effectifs employés si le PIB change infiniment près de zéro. Les élasticités d'arc pour 2018 étaient toutes positives pour les 12 secteurs économiques. Les élasticités de l'arc 2018 pour les secteurs de l'immobilier, des services publics et du commerce étaient positives avec des élasticités supérieures à l'unité, ce qui implique qu'une augmentation de 1 % dans ces secteurs entraînera une augmentation de plus de 1 % de l'emploi dans ces secteurs.

Les élasticités ponctuelles générées pour l'ensemble de la période (1991-2018) étaient toutes positives pour tous les secteurs économiques, avec les élasticités les plus élevées dans les services financiers. Ceci n'est pas surprenant car des études antérieures telles que Dauda et Ajeigbe (2021) ont révélé une élasticité positive de l'emploi dans le secteur des services. Sur la base de nos résultats, le secteur qui a connu la croissance la plus rapide et la plus forte intensité d'emploi était le secteur des services financiers (comprenant les institutions financières et les compagnies d'assurance) où, pour chaque point de pourcentage de croissance dans le secteur des services, l'emploi a augmenté de 0,73 point de pourcentage. Ce secteur était suivi de près par celui des services de transport, qui entraînera une augmentation de 0,60 point de pourcentage de l'emploi pour une augmentation de 1 % de la croissance. Ce résultat n'est pas très surprenant car des efforts ont été faits par le gouvernement nigérien pour améliorer les différentes composantes du secteur des transports. En outre, comme l'a rapporté le journal Guardian, le Groupe Simba a établi un partenariat avec le gouvernement par le biais d'agences telles que la Direction nationale de l'emploi (NDE), le Conseil national de développement de la conception automobile (NADDAC), entre autres, afin d'autonomiser les jeunes par le biais de formations pour devenir mécaniciens et conducteurs de tricycles (keke) gratuitement.

Les secteurs de l'industrie manufacturière et de l'exploitation minière en particulier sont des secteurs uniques où les jeunes hommes qualifiés sont facilement embauchés. En général, les employés de ces secteurs sont bien formés et sont moins nombreux que dans les autres secteurs. Il n'est pas surprenant de constater que ces deux secteurs présentent les élasticités de l'emploi les plus faibles parmi les 12 secteurs.

Dans ce cas, la probabilité d'une augmentation de 1 (un) pour cent de la croissance économique dans les secteurs manufacturier et minier entraînerait une augmentation de 0,056 point de pourcentage et de 0,057 point de pourcentage de l'emploi, respectivement. Même s'ils ont une faible élasticité de l'emploi, ce sont des secteurs qui contribuent fortement au PIB. Tous les secteurs de services connexes, tels que les services publics (électricité, gaz, climatisation, eau, assainissement et gestion des déchets), les services commerciaux (commerce de gros et de détail, réparation de véhicules à moteur et de motocycles, hébergement et restauration), les services aux entreprises (information et communication, activités de services administratifs et de soutien, activités professionnelles, scientifiques et techniques), les services publics (administration publique, défense, éducation, santé humaine et action sociale) et les autres services (arts, spectacles et loisirs, entre autres) ont augmenté l'emploi de 0,176 point de pourcentage, 0,258 point de pourcentage et 0,258 point de pourcentage respectivement. 176 points de pourcentage, 0,252 points de pourcentage, 0,452 points de pourcentage, 0,327 points de pourcentage et 0,332 points de pourcentage, respectivement.

L'élasticité du secteur agricole était faible par rapport aux autres secteurs, puisqu'il ne contribuait qu'à hauteur de 0,080 point de pourcentage à l'emploi pour une augmentation de 1% de la croissance économique. Ce résultat est surprenant et contredit les théories et écoles de pensée établies. Cependant, une raison probable de la faible élasticité peut être due à la disponibilité des données, car celles-ci n'ont peut-être pas pu saisir les secteurs informels et parce que la main-d'œuvre quitte l'agriculture à grande vitesse en raison du taux de croissance décalé de la productivité agricole (Yeboah & Jayne, 2018). De nombreux jeunes préfèrent chercher un emploi dans des activités non agricoles car ils estiment qu'il n'y a pas beaucoup d'incitations dans le secteur agricole.

Tableau 4 : Estimation des élasticités de l'emploi en Arc

Année	Agri-culture	Mines	Fabri-cation	Services publics	Construc-tion	Commerce	Services de transport	Services aux entreprises	Services financiers	Immobilier	Services gouvernementaux	Autres services
1991	0.351	-0.466	0.079	-0.034	0.357	0.063	0.351	0.373	0.766	0.388	0.106	0.046
1992	0.063	0.017	-0.270	0.786	0.178	0.020	0.150	0.463	0.537	0.356	0.025	0.257
1993	0.023	0.174	-0.221	0.048	0.176	0.014	0.082	0.353	1.163	0.155	0.086	0.108
1994	0.023	0.412	-0.126	0.751	0.122	-0.035	0.016	0.407	-0.341	0.040	0.154	0.029
1995	0.056	0.006	-0.166	-0.212	0.095	-0.027	0.049	0.375	0.141	0.128	0.060	0.085
1996	0.064	0.122	-0.213	0.296	0.103	-0.039	0.119	0.320	0.194	0.259	1.312	0.255
1997	0.134	-0.088	-0.684	-0.298	0.406	-0.052	0.281	0.560	1.404	0.857	0.269	0.561
1998	0.051	-0.044	11.010	-2.864	0.200	0.068	0.181	0.476	0.663	0.221	0.044	0.531
1999	0.409	-0.212	-0.493	0.163	0.404	0.046	0.267	0.321	0.813	0.239	0.182	0.425
2000	0.592	0.090	-0.298	0.300	0.403	-0.050	0.381	0.426	0.776	0.368	0.027	0.283
2001	0.024	-0.187	0.014	0.057	0.379	0.020	2.683	0.262	0.394	0.757	0.100	0.346
2002	0.034	-0.828	0.169	0.968	0.273	0.214	0.798	1.129	0.611	1.577	3.325	0.506
2003	0.158	0.435	-0.050	0.943	0.408	0.185	0.317	-0.045	-2.726	-0.071	0.234	0.021
2004	-0.183	0.047	0.237	0.876	-0.035	0.564	0.865	0.168	0.339	0.179	0.997	0.365
2005	0.112	-0.008	0.148	0.602	0.422	0.428	2.500	0.189	0.349	0.185	0.463	0.358
2006	0.042	-0.220	0.159	0.112	0.846	0.278	1.134	0.134	0.095	0.946	0.492	0.362
2007	0.137	-0.645	0.317	0.476	2.107	1.122	2.447	0.369	0.763	0.853	0.486	0.342
2008	0.124	-0.323	0.167	0.213	0.905	0.771	16.226	1.841	0.787	0.787	0.438	0.646
2009	0.045	0.009	0.237	0.158	0.934	0.559	1.809	1.937	1.125	1.080	0.458	0.652
2010	0.163	0.093	1.233	0.164	1.018	0.393	0.693	0.386	2.120	0.741	1.020	0.916
2011	0.152	0.274	0.228	0.029	0.952	0.341	0.932	0.306	-1.507	0.766	0.585	0.836

suite page suivante

Tableau 4 Continué

Année	Agri- culture	Mines	Fabri- cation	Services publics	Construc- tion	Commerce	Services de transport	Services aux entreprises	Services financiers	Immobilier	Services gouverne- mentaux	Autres services
2012	0.034	0.183	0.776	-0.114	0.609	0.120	0.450	1.479	0.835	0.246	-3.229	0.064
2013	-0.008	-0.005	0.615	-0.104	0.456	0.089	0.565	0.796	1.712	0.268	0.337	0.212
2014	0.056	0.128	0.580	-0.453	0.600	0.233	0.735	1.620	1.947	0.592	0.710	0.344
2015	0.028	0.030	4.087	-1.043	0.965	0.281	0.809	1.854	2.049	0.791	1.924	0.378
2016	0.136	0.316	-12.339	-2.540	0.069	0.021	0.424	2.139	2.726	1.299	0.658	0.310
2017	0.247	0.021	0.936	-0.235	0.310	0.877	0.690	7.336	4.182	1.492	2.089	1.151
2018	0.163	0.144	0.137	0.141	0.050	1.807	0.154	0.624	0.860	11.360	1.029	0.891

Tableau 5 : Estimations MCO des élasticités ponctuelles de l'emploi

Secteurs économiques	Elasticité	Erreur type
Agriculture	0.080	0.002
Exploitation minière	0.057	0.007
Fabrication	0.056	0.047
Services publics	0.176	0.018
Construction	0.364	0.021
Services commerciaux	0.252	0.023
Services de transport	0.602	0.047
Services aux entreprises	0.452	0.021
Services financiers	0.734	0.052
Immobilier	0.359	0.018
Services gouvernementaux	0.327	0.029
Autres services	0.332	0.013
Total	0.155	0.011

Source: Calcul des auteurs à partir de la base de données sur les transformations économiques, 2018.

Impact différentiel de la croissance sectorielle sur l'emploi des jeunes dans les zones rurales et urbaines

Le troisième objectif, qui était d'analyser l'impact différentiel de la croissance sectorielle sur l'emploi des jeunes dans les zones rurales et urbaines selon le genre, a été analysé à l'aide du modèle de régression logit. Le tableau 6 présente les estimations de deux séries de régressions similaires. La première analyse utilise une catégorisation plus large - la catégorisation de la Charte de la jeunesse de l'Union africaine (UA) (18-35 ans) des jeunes sur laquelle notre étude est basée et la catégorisation de la jeunesse nigériane (15-29 ans) dans le cadre de la nouvelle Politique nationale de la jeunesse pour 2019-2023 (Politique nationale de la jeunesse, 2019). Les coefficients et les effets marginaux ont été estimés pour les deux régressions. La variable dépendante est les jeunes femmes ou hommes employés, qui prend la valeur de 1 s'il s'agit d'un jeune homme employé ; et 0 s'il s'agit d'une jeune femme au chômage. Sur la base de la catégorisation de l'âge des jeunes de la Charte de l'UA, 13 variables ont influencé de manière significative l'emploi des jeunes par genre au Nigeria.

Les résultats de la régression révèlent qu'une augmentation de l'âge d'un an accroît la probabilité qu'un homme obtienne un emploi de 2,5 % et de 1,2 % pour les catégorisations de jeunes nigériens et de l'UA, respectivement. Ce résultat n'est pas surprenant et corrobore les conclusions d'Adesugba et Mavrotas (2016) qui ont indiqué que, plus les jeunes vieillissent, plus ils ont de chances de trouver un emploi par rapport à leurs homologues plus jeunes. Une raison probable de ce phénomène pourrait être attribuée à la croyance selon laquelle l'âge va de pair avec l'expérience. Ainsi, les employeurs souhaitent embaucher des jeunes qu'ils perçoivent comme étant matures en raison de leur âge.

On a constaté que l'état matrimonial avait un effet négatif sur l'emploi des hommes. Par exemple, les jeunes mariés sont moins susceptibles de trouver un emploi que les jeunes non mariés. En particulier, le fait d'être un jeune marié réduit la probabilité d'obtenir un emploi de 34,5 % et de 19,8 % en utilisant les catégories de jeunes nigériens et africains, respectivement. Les entreprises qui emploient des jeunes mariés peuvent hésiter à le faire parce que ces jeunes ont d'énormes responsabilités à assumer. Étant donné que les emplois de débutants ne sont pas assortis de salaires plus élevés, les employeurs peuvent craindre que l'emploi de jeunes mariés ne les conduise à une certaine forme d'inefficacité ou de corruption, ce qui pourrait expliquer leur choix pour les jeunes non mariés, en particulier lorsque l'emploi implique des déplacements ou des déménagements.

Les transferts de fonds, l'une de nos variables clés, ont un impact négatif sur l'emploi des jeunes. Une augmentation des envois de fonds d'un naira réduit les chances d'emploi des jeunes de 24,4% en utilisant la catégorisation des jeunes nigériens et de 12,8% en utilisant la catégorisation des jeunes de l'UA. Ce résultat n'est pas surprenant car la littérature a identifié les transferts de fonds vers l'étranger comme une entrave à l'emploi. Dans de nombreux cas, si les jeunes ont des parents riches à l'étranger qui leur envoient régulièrement de l'argent, ces jeunes peuvent se sentir réticents à chercher et à obtenir un emploi.

Le niveau d'éducation a donné lieu à des résultats surprenants. Par exemple, en utilisant la catégorisation des jeunes du Nigéria, on a constaté que plus un jeune est instruit, moins il a de chances d'être employé. Ce résultat va à l'encontre du fait bien établi qu'un niveau d'éducation plus élevé conduit à une meilleure sécurité d'emploi et donc à un meilleur revenu. Ce résultat peut s'expliquer par le fait qu'une plus grande proportion des répondants avait un niveau d'éducation inférieur. Bien que ce résultat soit contraire pour le groupe d'âge 15-29 ans, l'inverse est vrai pour la catégorisation de l'UA (15-35 ans), puisqu'il existe une relation positive entre l'emploi masculin et l'éducation secondaire, ce qui implique qu'un jeune ayant fait des études secondaires a plus de chances d'être embauché.

En ce qui concerne le statut professionnel, il a été constaté que les jeunes hommes étaient plus susceptibles de trouver un emploi dans les secteurs de l'industrie, de la construction et des services que leurs homologues féminins. Par exemple, le fait d'être un homme augmente les chances d'obtenir un emploi dans le secteur industriel de 62,1 % et de 40,5 %, en utilisant les catégories de jeunes du Nigéria et de l'UA, respectivement. Pour le secteur de la construction, être un jeune homme augmente les chances d'être employé de 89,5% et 82,6%, respectivement. Le secteur des services a également suivi le mouvement en faveur des jeunes, bien que l'ampleur soit moindre par rapport aux autres secteurs professionnels.

D'autre part, le fait d'être un homme réduit les chances d'être embauché dans le secteur du commerce de 6,6 % et 7,5 % en utilisant les catégorisations des jeunes nigériens et de l'UA, respectivement. Ces résultats indiquent que les hommes dominent l'emploi dans certains secteurs, tandis que leurs homologues féminins dominent le secteur informel, comme le petit commerce (Adesugba & Mavrotas, 2016).

D'un point de vue géographique, les jeunes hommes des régions du Sud-Sud et du Sud-Est étaient moins susceptibles de trouver un emploi que leurs homologues féminines de ces mêmes régions. En revanche, les jeunes hommes des régions du Nord-Ouest et du Nord-Est étaient les plus susceptibles de trouver un emploi, par rapport à leurs homologues féminines de ces mêmes régions.

Tableau 6 : Modèle de régression logit pour mesurer l'impact différentiel de la croissance sectorielle sur l'emploi des jeunes

	Catégorisation de la jeunesse nigériane (15-29 ans)			Catégorisation des jeunes de la Charte de l'UA (15-35 ans)		
	Coeff	Valeur Z	Effet marginal	Coeff	Valeur Z	Effet marginal
Âge	0.105*** (0.000)	3.93	0.025 (0.000)	0.052*** (0.000)	3.84	0.012 (0.000)
État civil	-1.443*** (0.000)	-6.94	-0.345 (0.000)	-0.832*** (0.000)	-5.99	-0.198 (0.000)
Envoi de fonds	-1.020*** (0.000)	-4.38	-0.244 (0.000)	-0.538*** (0.000)	-3.52	-0.128 (0.000)
Primaire_ Edu	-0.128 (0.694)	-0.39	-0.031 (0.694)	0.119 (0.625)	0.49	0.028 (0.625)
Secondaire_ Edu	-0.337 (0.155)	-1.42	-0.080 (0.155)	0.304* (0.056)	1.91	0.072 (0.056)
Tertiaire_ Edu	-0.762*** (0.008)	-2.67	-0.182 (0.008)	0.011 (0.947)	0.07	0.003 (0.947)
Profession_ Agriculture	-0.066 (0.853)	-0.18	-0.016 (0.853)	0.009 (0.970)	0.04	0.002 (0.970)
Profession de l'industrie	2.597** (0.017)	2.38	0.621 (0.017)	1.700*** (0.010)	2.59	0.405 (0.010)
Profession_ Construction	3.745*** (0.000)	3.59	0.895 (0.000)	3.467*** (0.000)	4.73	0.826 (0.000)
Commerce	-0.277 (0.226)	-1.21	-0.066 (0.226)	-0.315** (0.042)	-2.04	-0.075 (0.042)
Profession_ Service	0.383** (0.037)	2.08	0.091 (0.037)	0.269** (0.037)	2.08	0.064 (0.037)
Localité	0.244 (0.193)	1.30	0.058 (0.193)	0.314** (0.019)	2.34	0.075 (0.019)
Sud-Ouest	-0.109 (0.717)	-0.36	-0.026 (0.717)	-0.237 (0.240)	-1.18	-0.056 (0.240)

suite page suivante

Tableau 6 Continué

	Catégorisation de la jeunesse nigériane (15-29 ans)			Catégorisation des jeunes de la Charte de l'UA (15-35 ans)		
	Coeff	Valeur Z	Effet marginal	Coeff	Valeur Z	Effet marginal
Sud-Sud	-0.270	-1.00	-0.065	-0.457**	-2.30	-0.109
	(0.318)		(0.319)	(0.022)		(0.022)
Nord-Est	-0.656**	-2.18	-0.157	-0.709***	-3.35	-0.168
	(0.029)		(0.029)	(0.001)		(0.001)
Nord-Ouest	1.110***	3.74	0.265	0.886***	4.21	0.211
	(0.000)		(0.000)	(0.000)		(0.000)
Nord-est	1.106***	3.36	0.264	1.118***	4.80	0.266
	(0.001)		(0.001)	(0.000)		(0.000)
Constant	-1.700**	-2.51		-1.079**	-2.54	
	(0.012)			(0.011)		

Notes : Les valeurs P sont entre parenthèses ; *, **, *** représentent un niveau de significativité de 10%, 5% et 1%, respectivement.

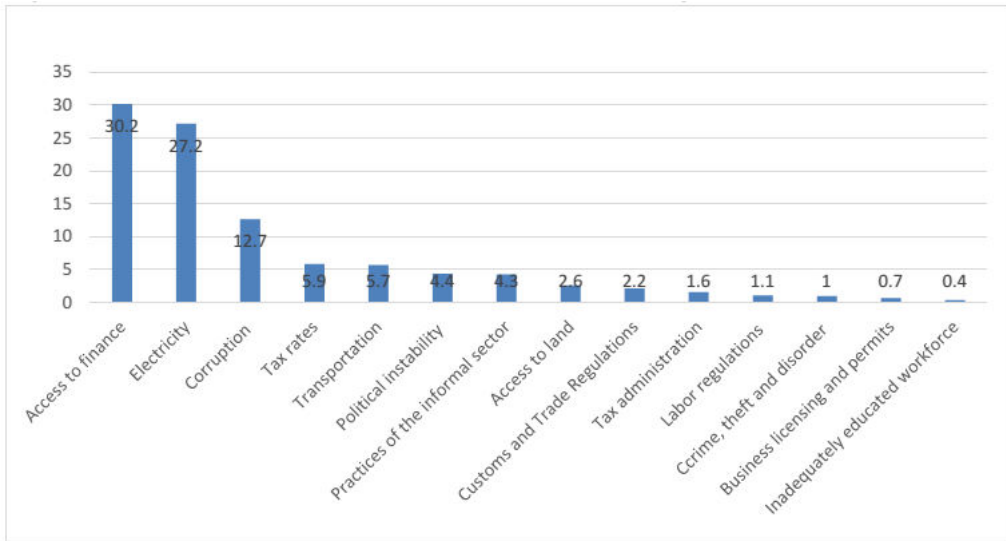
Source : Calcul des auteurs à partir des données de l'enquête généralisée auprès des ménages, 2018/2019.

Contraintes économiques et politiques au développement des secteurs clés pertinents pour l'emploi des jeunes.

Nous avons identifié les principales contraintes économiques et politiques au développement des secteurs clés pertinents pour l'emploi des jeunes au Nigeria en utilisant les données obtenues à partir des données de l'enquête sur les entreprises de 2014 et des données primaires obtenues à partir des entretiens avec les informateurs clés. Les secteurs économiques au Nigeria sont souvent confrontés à des défis qui entravent leurs capacités à créer des emplois pour les jeunes, toujours plus nombreux, malgré leurs énormes potentiels de croissance. Dans les différents secteurs économiques du Nigeria, les principales contraintes économiques et politiques au développement de ces secteurs sont, entre autres, les suivantes :

La figure 10 présente les contraintes de l'environnement des affaires au Nigeria à partir des données de l'enquête sur les entreprises de 2014. Nos résultats ont révélé que la plupart des entreprises ont déclaré que l'accès au financement (30,2%) était une contrainte majeure pour elles, suivie par l'accès à l'électricité (27,2%) et la corruption (12,7%). Les entreprises ne seront pas en mesure d'augmenter leur production ou de profiter d'économies d'échelle si elles n'ont pas accès aux fonds ou si leurs fonds sont insuffisants, de sorte que nombre d'entre elles finissent par opérer à perte.

Figure 10 : Contraintes de l'environnement des affaires au Nigeria



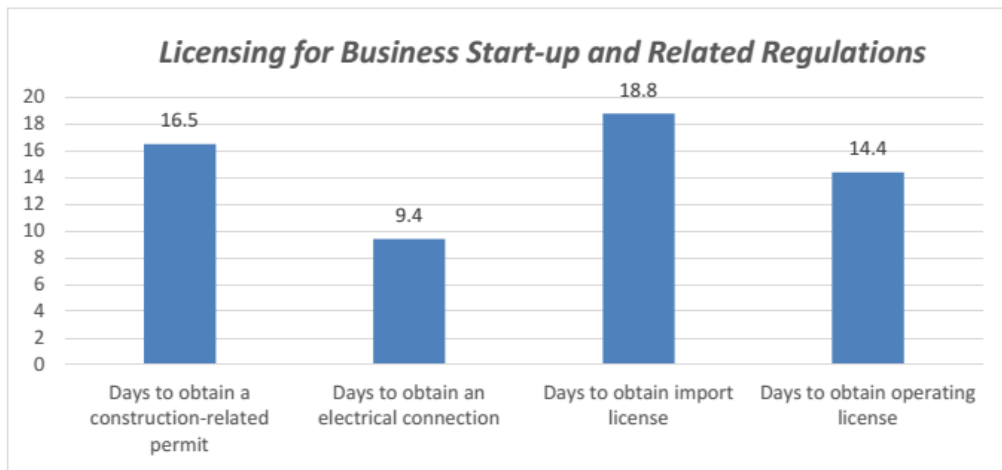
Source: Calcul des auteurs à partir de l'enquête sur les entreprises, 2014..

L'accès aux infrastructures telles que l'électricité et l'eau constitue également un défi majeur pour les entreprises. On pense que la compétitivité des entreprises qui ont accès aux infrastructures de base sera améliorée, rendant ainsi l'environnement commercial propice à la croissance et au développement. L'accès aux infrastructures augmentera l'efficacité des entreprises, tandis que le manque d'accès réduira leur productivité en raison de coûts de production plus élevés.

La corruption est un défi qui s'est ancré dans le tissu de la société. Selon l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC, 2019), 32,3 % des citoyens nigériens interrogés ont déclaré qu'on leur avait demandé de verser un pot-de-vin, ou qu'ils avaient versé des pots-de-vin lors d'au moins un contact unique avec un fonctionnaire. Cela n'est pas bon pour la promotion de l'environnement des affaires car cela augmente le coût associé à la gestion de toute entreprise. Parmi les autres contraintes identifiées par diverses entreprises, citons l'augmentation des taux d'imposition, le coût élevé du transport des matières premières et des produits finis, l'instabilité politique et l'accès à la terre, entre autres.

La figure 11 présente des informations sur le délai d'obtention des licences de création d'entreprise et des réglementations connexes. Les entreprises ont indiqué qu'il leur a fallu 18,8 jours pour obtenir une licence d'importation et 16,5 jours pour obtenir un permis de construire. Le nombre de jours nécessaires pour obtenir un raccordement électrique était le plus faible (9,4 jours). Cela signifie que plus le délai d'obtention des documents nécessaires à la réalisation des objectifs d'une entreprise est long, plus le coût en termes de temps et de ressources humaines est élevé.

Figure 11 : Période requise pour l'obtention d'une licence de création d'entreprise et réglementations connexes



Source: Calcul des auteurs à partir de l'Enquête sur les entreprises, 2014.

Pour valider davantage les résultats de l'enquête sur les entreprises, nous avons identifié les principales contraintes politiques et économiques à l'aide d'entretiens avec des informateurs clés (KII). Nos parties prenantes ont été sélectionnées sur la base de nos résultats sur les secteurs identifiés comme ayant un fort potentiel de création d'emplois et le guide d'entretien de l'annexe A a été administré. Les résultats des différents secteurs ont montré que:

Le secteur agricole

Les experts agricoles ont identifié la crise financière, l'inadéquation des compétences, l'absence d'éducation à l'esprit d'entreprise et aux aptitudes à la vie quotidienne, et l'accès inadéquat au capital comme des contraintes économiques au développement du secteur agricole. Cela rejoint les conclusions de Kaleem et al. (2021) qui ont identifié certaines contraintes à l'aquaculture et à la pisciculture au Nigeria, notamment l'insuffisance des infrastructures, le prix élevé des intrants, l'insuffisance de l'approvisionnement en aliments pour poissons, le coût élevé des aliments pour animaux, l'irrégularité de l'approvisionnement en électricité, la faiblesse des services de vulgarisation, le manque de moyens financiers, l'acquisition de terres, les maladies et le braconnage, la faiblesse des marchés/prix et le cannibalisme. D'après les KII, les contraintes politiques du secteur agricole comprennent l'incohérence et la discontinuité des politiques, le manque de stabilité et de continuité des programmes par les gouvernements successifs en raison d'intérêts politiques différents, ce qui affecte la majorité des programmes d'autonomisation des jeunes. On pense que si toutes ces contraintes sont résolues, il y aura une augmentation de la création d'emplois.

Secteurs de la construction et de l'industrie

De même, les secteurs de la construction et de l'industrie exigent des niveaux de compétences élevés par rapport à certains autres secteurs. Par conséquent, il y a peu d'entrées dans ces secteurs, sauf pour les niveaux inférieurs qui exigent des compétences limitées ou nulles. Parmi les contraintes identifiées lors de l'enquête KII figurent les droits de douane élevés sur les matériaux de construction, l'accès inadéquat à la terre, les taux de change défavorables et les réglementations, normes et codes de construction stricts.

Secteur des services

Ces dernières années, le secteur des services a joué un rôle important dans la création d'emplois, notamment pour les jeunes et les personnes ayant un niveau d'éducation limité ou nul. Certains sous-secteurs nécessitent peu ou pas de compétences pour y accéder. Au fil du temps, le secteur a été confronté à des contraintes telles que l'accès au financement, l'insuffisance des infrastructures et les inefficacités des politiques fiscales et monétaires. D'après les conclusions des KII, dans le secteur de l'éducation, les principales contraintes économiques sont l'accès au capital, les taux d'intérêt élevés des organismes de prêt, l'inadéquation des compétences, les possibilités de formation limitées, l'inflation et les politiques défavorables qui dissuadent les investisseurs et limitent les investissements. Les contraintes politiques comprennent les politiques sans soutien financier, l'insécurité, la corruption et les politiques motivées par des considérations politiques et dépourvues d'équité.

Dans le sous-secteur de l'économie numérique, les contraintes économiques incluent une allocation budgétaire inadéquate pour l'agence, ce qui a limité l'opérationnalisation des diverses initiatives prévues pour l'emploi des jeunes, tandis que les contraintes politiques incluent l'indépendance de l'institution vis-à-vis du pouvoir législatif.

Dans le sous-secteur des télécommunications, les contraintes économiques comprennent le coût élevé des technologies de téléphonie mobile, la mauvaise alimentation électrique, le coût élevé de l'immobilier, l'absence d'installations Internet ultramodernes dans la région, tandis que les contraintes politiques comprennent les dépenses élevées associées au développement des compétences et à la recherche d'emploi, et les politiques gouvernementales hostiles, par exemple l'interdiction de l'enregistrement des cartes SIM qui a laissé environ 500 000 jeunes sans emploi.

Dans le secteur de la santé, les contraintes économiques comprennent l'accès au financement et l'insuffisance de personnel qualifié. En raison de l'insuffisance des fonds, les hôpitaux et autres organisations liées à la santé ne sont pas en mesure d'intégrer les jeunes diplômés dans leurs programmes de stages et de bourses.

Dans le secteur financier, les contraintes comprennent une dette publique élevée, des titres à durée de vie limitée et une faible liquidité. Intérêt faible ou limité des

investisseurs internationaux et nationaux (Beck et al., 2011) en raison de la longueur des procédures administratives liées à la cotation, des coûts de transaction élevés, des mauvaises pratiques et de la corruption, de la faible conformité et application des réglementations, de la formation et des connaissances inadéquates sur les marchés de capitaux, du manque de transparence et de la faible gouvernance d'entreprise sur certains marchés.

Conditions requises pour que les secteurs privés locaux et étrangers investissent dans les secteurs identifiés au Nigeria

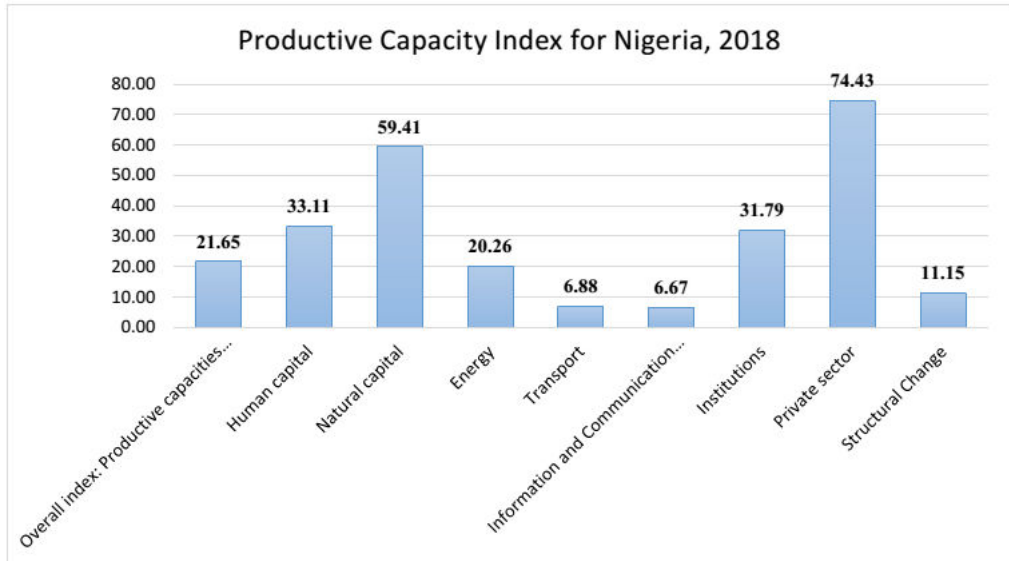
Pour exploiter le potentiel que les trois principaux secteurs économiques (agriculture, industrie et services) ont pour la création d'emplois, il est important que certaines conditions soient en place pour rendre ces secteurs attractifs pour les investisseurs. Sur la base de l'indice de capacité productive du Nigeria, 2018, dans la figure 12, il est évident que le pays est richement doté en ressources naturelles (59,41), ce qui en fait un pays où les activités économiques liées aux ressources naturelles ont un potentiel plus élevé de création d'emplois. Avec un capital humain très élevé dû à la grande population, une main d'œuvre inadéquate ne devrait pas être un problème si elle est correctement utilisée. Le défi commun est souvent dû à l'insuffisance d'emplois ou d'emplois décents pour répondre au nombre toujours plus élevé de diplômés et de non-diplômés au chômage. Le rôle du secteur privé ne peut pas être négligé car il joue un rôle crucial dans l'économie puisqu'il représente beaucoup d'entreprises et est l'employeur d'une grande partie de l'économie nigériane. Dans ce contexte, le secteur privé examine la facilité du commerce transfrontalier (en termes de coûts d'exportation et d'importation), le soutien aux entreprises par le biais du crédit national et le temps associé à la création d'une entreprise.

Il est évident que la situation est assez bonne (74,43) car le pays a été en mesure de remplir certaines de ces conditions, ce qui en fait un bon endroit pour l'investissement. Sur une échelle de 1 à 100 en termes d'institutions (stabilité politique), le Nigeria a obtenu un score de 31,79, ce qui est assez faible. Les entreprises et les investissements prospéreront dans un environnement économiquement et politiquement stable. En termes d'infrastructures, telles que les TIC et les transports, le score était extrêmement bas, ce qui implique que le Nigeria est encore loin derrière en termes d'infrastructures ; il est donc nécessaire d'améliorer les infrastructures pour faciliter les affaires et rendre les investissements dans le pays plus attrayants et rentables.

La situation du Nigéria est unique en raison de l'importance de sa population, qui se traduit également par un énorme potentiel de marché. Si les conditions et l'environnement sont favorables - par exemple, l'accès à des infrastructures améliorées, l'accès à des capitaux ou à des fonds pour les entreprises existantes ou les nouvelles entreprises, l'amélioration du réseau routier, l'amélioration de l'approvisionnement en énergie (électricité), l'accès au marché, la réduction des taxes

ou les exonérations fiscales, et des politiques monétaires favorables, entre autres - l'efficacité augmentera car les entreprises dans les différents secteurs seront en mesure de fonctionner à leur capacité optimale avec une marge d'expansion adéquate, et cela se traduira finalement par une augmentation des possibilités d'emploi, en particulier pour les jeunes.

Figure 12 : Indice de capacité de production du Nigeria, 2018



Source: Calcul des auteurs à partir de la CNUCED (2021).

Le tableau 7 présente une ventilation des conditions requises pour l'investissement dans les secteurs identifiés au Nigeria à partir des KII. Dans les différents secteurs identifiés comme ayant un fort potentiel de création d'emplois pour les jeunes, la condition la plus courante identifiée par les parties prenantes comme devant être mise en place est un accès accru au financement. Il s'agit d'une condition importante pour la création d'entreprises et l'augmentation de la production.

Un autre domaine prioritaire que les parties prenantes attendent du gouvernement est l'accès aux infrastructures. L'accès à des routes de desserte, des transports aériens, maritimes et ferroviaires de bonne qualité ou améliorés réduira le temps nécessaire à la livraison des produits et les coûts associés au transport. Pour les produits agricoles hautement périssables, l'incidence des pertes sera considérablement réduite. L'accès à d'autres infrastructures telles que l'électricité, l'énergie, l'eau et les installations de stockage réduira considérablement les coûts de production. Dans les secteurs comportant certains éléments commerciaux (exportations et importations), les parties prenantes attendent du gouvernement qu'il mette en place des politiques favorables, telles que des réductions d'impôts, des exonérations fiscales et des politiques de taux de change, qui amélioreront la facilité de faire des affaires et stimuleront la facilitation des échanges.

Table 7: Conditions requises pour l'investissement dans les secteurs identifiés au Nigeria

Secteur	Sous-secteur	Conditions/environnement favorable à mettre en place
Services	Économie numérique	L'accès au financement, L'accès aux infrastructures, et l'indépendance des institutions nationales, car elle est fondamentale pour gagner la confiance des investisseurs dans le sous-secteur.
Services	Éducation	Possibilités de formation, Politiques favorables, par exemple, réductions fiscales, taux de change, Accès aux terres pour les investisseurs, Stabilité politique et réduction de la corruption, et l'accès à des infrastructures améliorées (bonnes routes, eau et électricité).
Services	Santé	L'accès à des infrastructures bien équipées, L'accès à l'assurance maladie, et l'accès à des salaires et à des prestations sociales compétitifs.
Services	Télécommunications	Accès au financement pour développer le haut débit, Introduction d'une politique favorable aux investisseurs pour faciliter les affaires, Sécurité nationale et stabilité sociale, et l'accès aux infrastructures..
Service	Finance	Améliorer la réglementation et les mesures incitatives telles que les avantages fiscaux, Le renforcement des capacités techniques pour améliorer les capacités du personnel, et la conformité avec les règlements de la banque centrale.
Agriculture	Général	Amélioration de l'accès au financement, Accès à la terre et sécurisation du régime foncier, Introduction d'un enseignement technique et professionnel, de formations et d'autres programmes de formation, Réduction de la corruption, stabilité politique grâce à la lutte contre l'insécurité causée par les bergers fulanis, et un accès accru aux intrants productifs à des taux subventionnés.
Construction	Construction	L'accès au financement, Accès aux infrastructures, Réduction de la corruption, Déduction des dépenses et de l'allocation de capital, et Exemption de la retenue à la source sur les prêts étrangers et de l'impôt sur les plus-values.

Source : Calcul des auteurs à partir des entretiens avec les informateurs clés. .

D'autres conditions clés qui stimuleraient l'investissement dans les secteurs identifiés sont la stabilité politique, la sécurité et l'absence de corruption. Les investisseurs seront plus disposés à investir dans une économie politiquement stable et qu'ils considèrent comme sûre que dans une économie où leur vie et leurs investissements sont perçus comme menacés. Il est nécessaire de s'attaquer d'urgence au problème de l'insurrection dans le pays pour préserver les vies et réduire la fuite des capitaux. Cela permettra de stimuler l'intérêt des investisseurs. Ces résultats sont similaires à certaines des principales conditions (stabilité économique, environnement politique stable, accès accru au financement et réduction de la corruption) indiquées par le McKinsey Global Institute (2012) comme moyen de s'attaquer aux contraintes politiques et économiques de l'environnement des affaires.

5. Conclusion et implications politiques

Conclusion

L'étude a évalué les conditions qui stimulent l'emploi des jeunes dans les secteurs économiques clés de l'économie nigériane. La recherche a notamment : déterminé la tendance de la croissance économique et de l'emploi des jeunes au Nigéria ; déterminé les secteurs économiques prometteurs en termes de potentiel de création d'emplois pour les jeunes hommes et femmes au Nigéria ; analysé l'impact différentiel de la croissance sectorielle sur l'emploi des jeunes dans les zones rurales et urbaines, ainsi qu'en fonction du genre ; identifié les principales contraintes économiques et politiques au développement des secteurs clés pertinents pour l'emploi des jeunes ; et déterminé les conditions spécifiques au Nigéria nécessaires pour que les secteurs privés locaux et étrangers investissent dans les secteurs identifiés.

Des données provenant de sources secondaires et primaires ont été utilisées pour atteindre cet objectif. Les résultats de cette étude ont montré que le chômage a augmenté au cours de la dernière décennie, l'emploi chez les jeunes (15-34 ans) étant le plus élevé chez les hommes en milieu rural et le plus faible chez les femmes en milieu urbain. Les résultats de l'étude ont montré que tous les secteurs économiques du Nigeria ont le potentiel de créer des emplois, bien qu'à des niveaux différents.

Le Nigeria a révélé un avantage comparatif dans 17 des 205 produits exportés par le pays, notamment le cacao, le bois de chauffage, le bois brut, le cuir, le caoutchouc naturel, les épices, les cuirs et peaux, ainsi que les graines et fruits oléagineux. Dans l'ensemble du pays, plusieurs cultures, pôles industriels et commerciaux ont été identifiés, notamment le centre de tomates de Kadawa (Kano), le centre de riz d'Omor (Anambra), le village informatique d'Otigba (Lagos), la tannerie de cuir (Kano), le centre de vente au détail de céréales de Dawanau (Kano), le centre de vente au détail du marché international d'Osoba Adire/Kampala (Ogun) et le centre de vente au détail d'Alaba (Lagos), entre autres. Une exploitation appropriée des produits et des divers soussecteurs dans lesquels ces grappes opèrent peut contribuer à la création massive d'emplois pour les jeunes.

L'élasticité de l'emploi des 12 secteurs sous-étudiés de manière positive se situe entre 0,056 et 0,734, le secteur des services financiers contribuant le plus à l'intensité

de la croissance de l'emploi et le secteur manufacturier le moins. Les principaux secteurs présentant un potentiel pour l'emploi des jeunes sur la base de leurs élasticités d'emploi élevées comprennent le secteur financier, le secteur des transports, le secteur des services aux entreprises, la construction, l'immobilier, les autres services, les services gouvernementaux et les services commerciaux. Bien que les secteurs de l'industrie manufacturière et de l'agriculture aient de faibles élasticités de l'emploi, ils ont le potentiel de créer des emplois car le secteur de l'agriculture a encore un très fort potentiel inexploité basé sur l'avantage comparatif et l'existence de grappes de production et de commerce à travers le pays. Le secteur manufacturier connaît un niveau élevé de productivité, associé à des politiques bien ciblées et à des grappes industrielles.

Les résultats de l'impact différentiel de la croissance sectorielle sur l'emploi des jeunes par genre ont montré que l'augmentation de l'âge et l'éducation secondaire ont influencé positivement l'emploi masculin, tandis que le statut marital et la réception de transferts de fonds ont influencé l'emploi féminin. En outre, les jeunes hommes sont plus nombreux à travailler dans les zones urbaines et dans les secteurs de l'industrie, de la construction et des services que les jeunes femmes qui travaillent dans le secteur du commerce.

Dans le même ordre d'idées, les principales contraintes politiques et économiques au développement de secteurs économiques susceptibles de créer des emplois sont l'accès au financement, l'approvisionnement en électricité, la corruption, la fiscalité élevée, l'incohérence et la discontinuité des politiques, le mauvais système de transport, l'instabilité politique, l'accès inadéquat à la terre, les réglementations douanières et commerciales rigoureuses, l'administration fiscale étendue, les réglementations du travail et les permis d'exploitation, le tout associé à une main-d'œuvre peu qualifiée. Pour faciliter les investissements locaux et étrangers dans les secteurs identifiés, certaines conditions doivent être mises en place pour créer un environnement favorable, notamment la promotion de l'accès au capital pour les investisseurs, la création d'un portail d'enregistrement unique pour tous les enregistrements d'entreprises afin d'accroître la transparence et de réduire le temps de traitement des autorisations d'entreprises, la création et/ou la réparation des infrastructures existantes telles que les routes de desserte, les réseaux aériens et fluviaux, les réseaux électriques et les réseaux d'eau, l'introduction d'instruments macroéconomiques stables tels que des taux de change et des taux d'imposition favorables, l'introduction de politiques favorables en matière de régime foncier et de droits de propriété, et la résolution du problème de l'insurrection en dotant le secteur de la défense d'armes modernes.

Implications politiques

1. L'implication politique de cette étude est que, même si les 12 secteurs ont un potentiel de création d'emplois à différents niveaux, il est important de se concentrer davantage sur des secteurs tels que les services financiers, les services de transport, les services aux entreprises, la construction, l'immobilier, les services gouvernementaux, les services commerciaux, l'agriculture, l'industrie

manufacturière, les autres services, car ils ont une intensité d'emploi à forte croissance par rapport aux secteurs des services publics et des mines.

2. Deuxièmement, étant donné que plus d'hommes sont susceptibles d'être employés dans les secteurs de l'industrie, de la construction, des services et de l'agriculture par rapport aux jeunes femmes dans le secteur du commerce, un effort doit être fait pour renforcer ces secteurs par des réformes ciblées de la protection sociale en améliorant les capacités des jeunes pour une pertinence sectorielle. Pour promouvoir la création d'entreprises dans ces secteurs, il est important de favoriser l'accès au capital pour les entreprises, en particulier pour celles qui ont suivi une forme de formation entrepreneuriale.
3. Le gouvernement sera en mesure d'attirer les investisseurs locaux et étrangers en encourageant les partenariats public-privé dans une économie politiquement stable, en utilisant des instruments fiscaux et monétaires tels que la réduction substantielle des impôts ou l'introduction d'exonérations fiscales, la mise à disposition de fonds de contrepartie ou l'introduction de taux de prêt ou de change favorables.
4. Le gouvernement doit construire et améliorer les infrastructures existantes en termes de logistique (route, air, train et ports), de communications, d'électricité (énergie) et d'eau pour accroître l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement. Tous ces éléments peuvent être mis en place à divers endroits stratégiques, en particulier à proximité des centres de production, de commerce et d'industrie.
5. Pour stimuler la croissance dans le secteur des transports, le gouvernement peut s'associer à des pays comme le Danemark et l'Australie qui ont réussi à mettre en place un secteur des transports durable.
6. L'insécurité étant un défi majeur dans certaines parties du pays, notamment dans le Nord-Est et dans des poches de petites communautés à travers le Nigeria, il devient très important de s'attaquer à ce problème en trouvant une solution durable car les investisseurs et les entreprises ferment dans certaines des zones touchées et se délocalisent dans d'autres parties du pays et, dans certains cas extrêmes, dans d'autres pays.
7. Le gouvernement peut formuler et mettre en œuvre des politiques favorables qui encouragent les partenariats public-privé grâce auxquels des centres d'acquisition de compétences et des programmes d'autonomisation seront établis. Il est également nécessaire de contrôler et d'évaluer constamment ces programmes d'autonomisation afin qu'ils atteignent leurs objectifs de réduction du chômage des jeunes. L'accès au financement et au marché pour les jeunes formés renforcera leurs capacités et en fera des employeurs à long terme.

Remarques

1. Les secteurs économiques prometteurs sont les secteurs qui peuvent avoir un énorme potentiel de croissance à l'avenir mais qui ne sont peut-être pas exploités actuellement.

Références

- Abada, F.C., B.I. Uzoechina, C.O. Manasseh, I.C. Nwakoby, P.C. Obidike, A.L. Lawal, B.B. Lawal Adedoyin and F.C. Alio. 2021. “Curbing unemployment through job creation as panacea to inclusive growth in Nigeria”. *International Journal of Financial Research*, 12(2): 376–88.
- Abraham, V. and S.K. Sasikumar. 2018. “Labour market institutions and new technology: The case of employment service in India”. *Indian Journal of Labour Economics*, 61(3): 453– 471.
- Abramitzky, R., L.P. Boustan, and K. Eriksson. 2014. A nation of immigrants: Assimilation and economic outcomes in the age of mass migration. *Journal of Political Economy*, 122(3), 467–506.
- Adams, A.V., S. Razmara and S. Johansson De Silva. 2013. *Improving Skills Development in the Informal Sector: Strategies for Sub-Saharan Africa* (English). Directions in Development; Human Development. Washington, D.C.: The World Bank. At <http://documents.worldbank.org/curated/en/736731468194635805/Improving-skillsdevelopment-in-the-informal-sector-strategies-for-Sub-Saharan-Africa>
- Adejumola, A.S. T.O. Tayo-Olajubutu. 2009. “Spinning off an entrepreneurship culture among Nigerian university studies: Prospect and challenges”. *African Journal of Business Management*, 3(3): 80–88.
- Ademola, A.S. and A. Badiru. 2016. “The impact of unemployment and inflation on economic growth in Nigeria (1981–2014)”. *International Journal of Business and Economic Sciences Applied Research (IJBESAR)*, 9(1): 47–55.
- Adesugba, M. and G. Mavrotas. 2016. *Youth Employment, Agricultural Transformation, and Rural Labor Dynamics in Nigeria*. IFPRI Discussion Paper No. 01579. International Food Policy Research Institute, Washington, D.C. At <http://www.ifpri.org/publication/youthemployment-agricultural-transformation-and-rural-labor-dynamics-nigeria>.
- Adeyanju, D. F., J. Mburu, and D. Mignouna. 2020. Impact of agricultural programs on youth engagement in agribusiness: a case study. *Journal of Agricultural Science*. 12(5): 145–154.
- Afonso, O., A.M. Bandeira and M. Magalhães. 2018. “Labour-market institutions (un) Employment, wages, and growth: Theory and data”. *Applied Economics*, 50(6): 613– 633.
- Aghion, P. and P. Howitt. 1994. “Growth and unemployment”. *Review of Economic Studies*, 61: 477–94.
- Ajakaiye, O., A.T. Jerome, D. Nabena, and O.A. Alaba. 2015. “Understanding the relationship between growth and employment in Nigeria”. WIDER Working Paper No. 2015/124. The United Nations University World Institute for Development Economics Research (UNUWIDER), Helsinki. <http://dx.doi.org/10.35188/UNU-WIDER/2015/013-3>

- Ajufo, B.I. 2013. "Challenges of youth unemployment in Nigeria: Effective career guidance as a panacea". *African Research Review*, 7(1): 307–21. DOI:10.4314/afrrv.v7i1.21
- Akanbi, B.E., A.A. Adebayo and P.A. Olomola. 2015. "Analysis of telecommunication service expansion, employment and poverty in Nigeria". *International Journal of Development and Sustainability*, 4(12): 1126–37.
- Akanle, O., A.O. Ademuson, and A. Omotayo. 2019. Incubation Hubs and Development in Southwestern Nigeria. *Ilorin journal of sociology*, 11(2), 248–260.
- Akeju, K.F. and D.B. Olanipekun. 2014. "Unemployment and economic growth in Nigeria". *Journal of Economics and Sustainable Development*, 5(4): 138–44.
- Akujuru, C. A., and N. C. Enyioko. 2019. The impact of N-Power programmes on poverty alleviation in Nigeria: A study of Rivers state. *Global Journal of Political Science and Administration*, 7(3), 29–50.
- Alanana, O.O. 2003. "Youth unemployment in Nigeria: Some implications for the third millennium". *Global Journal of Social Sciences*, 2(1): 21–26.
- Allen, T., P. Heinrigs and I. Heo. 2018. "Agriculture, food and jobs in West Africa". *West African Papers*, No.14. OECD Publishing, Paris. <https://research4agrinnovation.org/wpcontent/uploads/2018/06/dc152bc0-en.pdf>
- Allen, A., J. Howard, A. Jamison, T., Jayne, M. Kondo, J. Snyder and F. Yeboah. 2016. *Agri-food Youth Employment and Engagement Study (AGYEES)*. Michigan State University: East Lansing, MI, USA. https://www.isp.msu.edu/files/4814/7249/7008/AgYees_Report_FINAL_web.pdf
- Arewa, A. and P.C. Nwakanma. 2012. "Potential-real GDP relationship and growth process of Nigerian economy: An empirical re-evaluation of Okun's Law". *European Scientific Journal*, 8(9): 25–33.
- Awogbenle, A.C. and K.C. Iwuamadi. 2010. "Youth unemployment: Entrepreneurship development programme as an intervention mechanism". *African Journal of Business Management*, 4(6): 831–35.
- Awumbila, M., L. Boakye-Yiadom, E.M. Egger, J. Litchfield, J.K. Teye, and C. Yeboah. 2016. Gains and losses from internal migration: evidence from migrant-sending households in Ghana. *Migrating out of Poverty Working Paper*, (44).
- Babalola, D. A., Okoruwa, V. O., Omonona, B. T., & Oni, O. A. 2013. Assessment of the influence of government intervention programme on sugarcane production in Nigeria: evidence from Jigawa State. *Journal of Research and Development*, 1(1), 1–13.
- Bank of Industry. 2018. "Industrial clusters and economic development in Nigeria". Working Paper Series No. 4.
- Beck, T., S. Munzele Maimbo, I Faye and T. Triki 2011. *Financing Africa: Through the Crisis and Beyond*. Washington, D.C.: The World Bank Publications. https://pure.uvt.nl/portal/files/1334594/Financing_Africa_Beck.pdf
- Charles, M., S.M. John and W. Korikiye. 2019. "Implementation challenges of the subsidy reinvestment and employment programme (SURE-P) on youth unemployment in Nigeria". *Academy of Social Science Journals*, 4(11): 1529–37.
- Chete, L.N., J.D. Adeoti, F.M. Adeyinka and O. Ogundele. 2014. "Industrial development and growth in Nigeria: Lessons and challenges". UNU-WIDER Working Paper No. 2014/019. The United Nations University World Institute for Development Economics Research (UNU-WIDER), Helsinki.

- Dagume, M. A., and A. Gyekye. 2016. Determinants of youth unemployment in South Africa: Evidence from the Vhembe district of Limpopo province. *Environmental economics*, (7, Iss. 4), 59–67.
- Damane, M., and L.P. Sekantsi. 2018. The sources of unemployment in Lesotho. *Modern Economy*, 9(5), 937-965.
- Dauda, R.S. and O.M. Ajeigbe. 2021. "Sectoral analysis of employment intensity of growth in Nigeria". *Global Business & Economics Anthology*, ISSN:1553–1392, Volume I, March. DOI:10.47341/GBEA.21037
- Dauda, A., M.M. Adeyeye, M.M. Yakubu, O.O. Oni and H. Umar. 2019. "The impact of N-Power programme on youth enterprise in Minna metropolis". *Nigeria Journal of Business Administration*, 17(1&2): 40–52.
- de Vries, G., L. Arfelt, D. Drees, M. Godemann, C. Hamilton, B. Jessen-Thiessen, A. Ihsan Kaya, H. Kruse, E. Mensah and P. Woltjer. 2021. *The Economic Transformation Database (ETD): Content, Sources, and Methods*. WIDER Technical Note 2/2021. DOI: 10.35188/UNU-WIDER/WTN/2021-2
- Ekesiobi, C., U.D Kalu and C. Nwokolo. 2018. "Industrial clusters and industrialisation in Nigeria: A micro-assessment of the Nnewi Automotive Component Industrial Cluster, Anambra State". *The Nigerian Journal of Economic and Social Studies*, 60(3): 126–56.
- Eseyin, O., E. Oloni, O. Ogunjobi, and F. Abiodun. 2021. Governance and Youth Unemployment in Nigeria. *International Journal of Financial Research*, 12(1), 220–231.
- Fanimu, D. and C. Olayinka. 2009. "Tackling unemployment challenge in Nigeria". *Guardian Newspaper*, 28 April.
- FGN- Federal Government of Nigeria 2018. Investing in our people: A brief on the national social investment programmes in Nigeria. https://socialprotection.org/discover/legal_policy_frameworks/investing-our-peoplebrief-national-social-investment-programmes.
- Filmer, D. and L. Fox. 2014. *Youth Employment in Sub-Saharan Africa*. Africa Development Forum; Washington, D.C.: The World Bank and Agence Française de Développement. At <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/16608>
- Flynn, J., P. Mader and M. Oosterom. 2017. *Failing Young People? Addressing the Supply-Side Bias and Individualisation in Youth Employment Programming*. IDS Evidence Report No. 216. Institute of Development Studies, Brighton, UK. At <https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/handle/20.500.12413/12715>
- Ghebru, H., M. Amare, G. Mavrotas and A. Ogunniyi. 2018. "Role of land access in youth migration and youth employment decisions: Empirical evidence from rural Nigeria". NSSP Working Paper No. 58. International Food Policy Research Institute (IFPRI), Washington, D.C. At <http://ebrary.ifpri.org/cdm/ref/collection/p15738coll2/id/132895>.
- Gilbert, I. D. 2010. Youth Militancy, Amnesty and Security in the Niger Delta Region of Nigeria in V. Ojatorotu and L.D. Gilbert (Eds.), Checkmating the Resurgence of Oil Violence in the Niger Delta of Nigeria (pp. 51- 70). Retrieved from: Graham White, (2001) "The Poverty of Conventional Economic Wisdom and the Search for Alternative Economic and Social Policies", *The Drawing Board: An Australian Review of Public Affairs*, (2)2 (Nov. 2001): 67–87
- Goodwin, N.R., J.A. Nelson, F. Ackerman and T. Weisskopf. 2006. "Theories of unemployment". <https://www.saylor.org/site/wp-content/uploads/2010/11/Theories-ofUnemployment.pdf>

- Grill, E. and G. Zanalda. 1995. "Growth and employment in developing countries: Where do we stand?". Development Studies Working Paper No. 86. The International Development Centre, October.
- Guardian Newspaper. 2019. <https://guardian.ng/business-services/transport-industry-is-one-of-the-biggest-employment-generators-in-the-country/>
- Hussain, M.N. and C. Nadol. 1997. "Employment, growth and the demand side: The case of some African countries". African Development Bank's Economic Research Papers No. 28. The African Development Bank.
- Imhonopi, D., and U.M. Urim. 2018. Youth, politics, entrepreneurship and wealth creation in Nigeria: The priority of a new narrative. Paper presented at the XIX World Congress of Sociology, International Sociological Association, with the Theme: Power, Violence and Justice: Reflections, Responses and Responsibilities that was held at the Metro Toronto Convention Center, Ontario, Toronto, Canada, between July 15-21 (13) (PDF) *Youth, Politics, Entrepreneurship and Wealth Creation in Nigeria: The Priority Of a New Narrative*. Available from: https://www.researchgate.net/publication/327175899_YOUTH_POLITICS_ENTREPRENEURSHIP_AND_WEALTH_CREATION_IN_NIGERIA_THE_PRIORITY_OF_A_NEW_NARRATIVE [accessed May 09 2022].
- International Fund for Agricultural Development (IFAD). 2016. "Why are rural youth leaving farming?" <https://www.un.org/youthenvoy/2016/04/why-are-youth-leaving-farming/>
- International Labour Organization (ILO). 2019. https://www.ilo.org/ilostatfiles/Documents/description_UR_EN.pdf Accessed 31 October 2019.
- International Labour Organisation (ILO) 1999. Indonesia: Strategies for Employment-Led Recovery and Reconstruction, Main Report, Jakarta, October 1999.
- International Trade Centre 2021. Export Potential Map: Spot Export Opportunities for Trade Development. <https://exportpotential.intracen.org/en/products/analyze?fromMarker=i&exporter=566&toMarker=w&market=w&whatMarker=k>.
- Islam, I. and Nazara, S. 2000. Technical Note on the Indonesian Labour Market: Estimating Employment Elasticity for the Indonesian Economy. International Labour Office – Jakarta Indonesia, International Labour Organization. ISBN 92-2-112277-8 ISSN 1020–7546.
- Islam, R. 2004. "The nexus of economic growth, employment and poverty reduction: An empirical analysis". Recovery and Reconstruction Department. ILO, Geneva.
- Kabeer, N. 2018. *Gender Mainstreaming in Poverty Eradication and the Millennium Development Goals: A Handbook for Policy-Makers and other Stakeholders*. London: Commonwealth Secretariat.
- Kaleem, O. and Abudou-Fadel Sabi, B.S. 2021. "Overview of aquaculture systems in Egypt and Nigeria, prospects, potentials, and constraints". *Aquaculture and Fisheries*, 6(6): 535–47.
- Kalu, E.U., U.F. Nwafor, C.R. Okoyeuzu, and V.A. Onodugo 2020., "Dynamics of energy consumption, real sector value added and growth in energy deficient economies: Panel analyses of SSA countries", *International Journal of Energy Sector Management*, Vol. 14 No. 5, pp. 1001-1022. <https://doi.org/10.1108/IJESM-09-2019-0012>
- Kapsos, S. 2005. "The employment intensity of growth: Trends and macroeconomic determinants". Employment Strategy Paper No. 12. International Labour Organization, Geneva.

- Khan, A.R. 2001. "Employment policies for poverty reduction". IEPDP No. 1. International Labour Organization, Geneva.
- Madichie, N.O. and A. D. Nkamnebe. 2010. "51 Iwaka Road (Onitsha, Nigeria): Could this single African address redefine business cluster development?" *World Review of Entrepreneurship, Management and Sustainable Development*, 6(3): 229–43.
- Making Cents International. 2016. *Workforce Development & Youth Employment in Nigeria*. USAID's Youth Power Learning. At <https://www.youthpower.org/resources/workforcedevelopment-youth-employment-nigeria>
- McKinsey Global Institute. 2012. Africa at Work: Job Creation and Inclusive Growth Report.
- Michael, O.I. and A.J. Samson. 2014. "The impact of information and communication technology on youth and its vocational opportunities in Nigeria". *Journal of Good Governance and Sustainable Development in Africa*, 2(1): 106–12.
- National Bureau of Statistics. 2015. "Unemployment/under-employment watch". *Newspapers*, 28 April.
- National Bureau of Statistics. 2018. Labour Force Statistics: Volume I: Unemployment and Underemployment Report (Q3 2018).
- National Bureau of Statistics (2020), Labour Force Statistics: Unemployment and Underemployment Report (Q2 2020).
- National Youth Policy 2019. "Enhancing youth development and participation in the context of sustainable development". <https://ndlink.org/wp-content/uploads/2019/06/NationalYoth-Policy-2019-2023-Nigeria.pdf>
- Nnabuogor, O.O. 2017. "An empirical assessment of tourism development and planning in Nigeria: A sustainability approach". A Master of Science Dissertation submitted to the Institute of Graduate Studies and Research, Eastern Mediterranean University, Gazimagusa, North Cyprus.
- Nyabam, V. S., G. Tarawali, and B.A. Ijje. 2018. Empirical Analysis of IITA Youth in Agribusiness Model as a Panacea for Solving Youth Unemployment Problem in Nigeria. *International Journal of Governance and Development*, 5(1 & 2), 117–121.
- Obodoechi, D.N. and C.U. Onuoha. 2019. "The validity of Okun's law: An empirical evidence for Nigeria". *American International Journal of Social Science Research*, 4(2): 136–44.
- Odey, S.A and N. Sambe. 2019. "Assessment of the contribution of N-Power programme to youth empowerment in Cross River State, Nigeria". *International Journal of Sociology and Anthropology Research*, 5(4): 1–13.
- Oladunjoye, M.I. and S. Audu. 2012. "The role of ICT in entrepreneurship development". Conference paper presented at 2nd Engineering Conference Organized by School of Engineering, Federal Polytechnic, Idah, Kogi State.
- Olajide, O.T., B.H. Akinlabi and A.A. Tijani. 2012. "Agricultural resources and economic growth in Nigeria". *European Scientific Journal*, 8(22): 102–15.
- Olasunmi, O. O., T. Ayoola, and M. T. Kareem. 2012. Evaluation of ICT use among women Entrepreneurs in the Nigerian government industry. *International Journal of Management and Business Studies*, 3(2), 43–54.
- Oloni, E.F. 2013. "The impact of economic growth on employment in Nigeria". *Journal of International Business and Management*, 6(1): 113–19.

- Premium Times. 2013. "Inadequate funding hampers implementation of SURE-P". <http://www.premiumtimesng.com>
- PriceWaterhouseCoopers - PWC Nigeria, Insight and Publication: "Structural transformation and jobless growth in Nigeria". At <https://www.pwc.com/ng/publications/structuraltransformation-and-jobless-growth-in-nigeria.html>
- Romer, P.M. 1990. "Endogenous technological change". *Journal of Political Economics*, 98(5, Part 2), S71–S102.
- Sodipe, O. A., and I. O. Ogunrinola, 2011. *Employment and economic growth nexus in Nigeria. International Journal of Business and Social Science*, 2(11), 232–239
- Strategic Framework Implementation Plan for Job Creation and Youth Employment in Nigeria. 2016. http://ndlink.org/wpcontent/uploads/2016/04/strategic_framework_implementation_plan_for_job_creation_vf_external_pdf
- Sule, B., U. Adamu and M.A. Yahaya. 2019. "National poverty eradication programme in Nigeria (NAPEP): A case study of Capacity acquisition programme (CAP) in Gombe State 2003– 2010", *Journal of Public Administration and Governance*, 9(2), 230 -247.
- Subsidy Reinvestment and Empowerment Programme (SURE-P). 2012. Annual Report Published in January 2013.
- te Velde, D. W., D. Booth, D., Leipziger, and E. Uneze. 2016. Supporting economic transformation in Nigeria. ODI briefing paper (<https://odi.org/en/publications/supporting-economictransformationin-nigeria>).
- Townsend, R., R.M. Benfica, A. Prasann and M. Lee. 2017. *Future of Food: Shaping the Food System to Deliver Jobs*. Washington, D.C.: The World Bank. At <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/26506>
- Treichel, V. (Ed.). 2010. *Putting Nigeria to Work: A Strategy for Employment and Growth*. Washington, D.C: The World Bank. http://documents.worldbank.org/curated/en/63625146833316118/pdf/550230PUB0Nig_e10Box349432B01PUBLIC1.pdf
- Uddin, P.S.O and O.O. Uddin. 2013. "Causes, effects and solutions to youth unemployment problems in Nigeria". *Journal of Emerging Trends in Economics and Management Sciences*, 4(4): 397–402.
- United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD). 2018. *World Investment Report 2018*. New York: United Nations Conference on Trade and Development. <https://unctad.org/en/PublicationsLibrary/wir2018-en.pdf>
- United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD). 2021. "Revealed comparative advantage". At <https://unctadstat.unctad.org/en/RcaRadar.html>. Retrieved on the 8/4/2021
- United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD). UNCTAD/STAT/IE/2019/1 Indicators Explained #3 Export Product Concentration Index.
- United Nation Population Division. Worldmeter. At <https://www.un.org/en/development/desa/population/publications/database/index.asp>, <https://www.worldmeters.info/world-population/nigeria-population>
- United Nations Office on Drugs and Crimes. 2019. Corruption in Nigeria: Patterns and Trends. Second Survey on Corruption as Experienced by the Population.
- Vremudia, P. D. (2012). African youth empowerment programmes: Guidelines for accelerating implementation. *UNDP/African Union Commission Addis Ababa*.

- Wohlmuth, K., R.A. Alabi, P. Burger, and A. Jerome. (Eds.). 2008. *New growth and poverty alleviation strategies for Africa: international and regional perspectives* (Vol. 13). LIT Verlag Münster.
- World Bank. 2016. *More, and More Productive, Jobs for Nigeria: A Profile of Work and Workers* (English). Washington, D.C.: The World Bank Group. At <http://documents.worldbank.org/curated/en/650371467987906739/More-and-moreproductive-jobs-for-Nigeria-a-profile-of-work-and-workers>
- Yeboah, F.K. and T.S. Jayne. 2018. "Africa's evolving employment trends". *The Journal of Development Studies*, <https://doi.org/10.1080/00220388.2018.1430767>.
- Yameogo, N. D., T. Nabassaga, A. Shimeles, and M. Ncube. (2014). Diversification and sophistication as drivers of structural transformation for Africa: The economic complexity index of African countries. *Journal of African Development*, 16(2), 1–39.
- Zhattau, V.S. 2013. "Fiscal policy as an engine of economic growth in Nigeria" *AFRREV IJAH: An International Journal of Arts and Humanities*, 2(2), 282–298.

Annexes

Annexe A : Liste des secteurs et définitions

Secteurs	Définition
Agriculture	Agriculture ; sylviculture ; pêche.
Exploitation minière	Mines et carrières.
Fabrication	Industrie manufacturière.
Services publics	Fourniture d'électricité, de gaz, et de climatisation ; assainissement, approvisionnement en eau ; activités d'assainissement et gestion des déchets.
Construction	Construction.
Services commerciaux	Commerce de gros et de détail ; activités d'hébergement, réparation de véhicules automobiles et de motocycles ; activités de restauration.
Services de transport	Transports et entreposage.
Services aux entreprises	Information et communication ; activités de services administratifs et de soutien, activités professionnelles, scientifiques et techniques.
Services financiers	Activités financières et d'assurance.
Immobilier	Activités immobilières.
Services gouvernementaux	Administration publique et défense ; enseignement ; activités de santé humaine et de travail social ; sécurité sociale obligatoire
Autres services	Arts, spectacles et activités de loisirs ; autres activités de services ; activités des ménages en tant qu'employeurs ; activités indifférenciées de production de biens et de services des ménages pour usage propre ; activités des organisations et organismes extraterritoriaux.

Source : Calcul des auteurs à partir de la base de données sur la transformation économique de Vries et al. (2021).

Annexe B : Guide du questionnaire d'entretien avec les informateurs clés

Nous sommes une équipe de chercheurs menant une étude intitulée " Développement sectoriel : Évaluation des conditions qui favorisent l'emploi des jeunes dans les secteurs clés de l'économie nigériane". L'étude fournira des recommandations fondées sur des preuves qui permettront de mieux informer les décideurs politiques sur ce qu'il faut faire pour que des emplois décents puissent être créés et maintenus dans tous les secteurs de l'économie nigériane.

Nom (facultatif) :

Institution :

Secteur :

Sous-secteur :

Fonction:

1. Quel est le potentiel de votre secteur/sous-secteur actuel en matière de création d'emplois pour les jeunes hommes et femmes au Nigeria ?
2. Ce potentiel d'emploi diffère-t-il entre les zones rurales et urbaines ?
3. Ce potentiel d'emploi diffère-t-il pour les jeunes hommes et les jeunes femmes ?
4. Quels sont les politiques/programmes/initiatives nationaux actuels qui traitent de l'emploi des jeunes dans votre secteur/sous-secteur actuel ?
5. Quelles infrastructures existent actuellement pour promouvoir l'emploi des jeunes dans votre secteur/sous-secteur actuel ?
6. Quelles institutions juridiques et économiques existent actuellement pour promouvoir l'emploi des jeunes dans votre secteur/sous-secteur actuel ?
7. Quelles sont les conditions (politiques et économiques) spécifiques qui, selon vous, doivent être mises en place pour promouvoir les investissements privés locaux et étrangers dans votre secteur/sous-secteur actuel ?
8. Quelles sont les contraintes économiques à l'emploi des jeunes dans votre secteur/soussecteur actuel ?
9. Quelles sont les contraintes politiques à l'emploi des jeunes dans votre secteur/sous-secteur actuel ?
10. Selon vous, comment promouvoir l'égalité d'accès et d'opportunités pour les jeunes à de nouvelles sources de travail et de revenus dans votre secteur/sous-secteur actuel ?



Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

www.aercafrica.org/fr

Pour en savoir plus :



www.facebook.com/aercafrica



www.instagram.com/aercafrica_official/



twitter.com/aercafrica



www.linkedin.com/school/aercafrica/

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique
African Economic Research Consortium

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

Middle East Bank Towers,

3rd Floor, Jakaya Kikwete Road

Nairobi 00200, Kenya

Tel: +254 (0) 20 273 4150

communications@aecrcafrica.org